



PRÉFET DES HAUTES- PYRENEES

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**SPECIAL N ° 20 - DECEMBRE 2011**

# SOMMAIRE

## 65 - Préfecture des Hautes- Pyrénées

### Secrétariat Général

|   |    |
|---|----|
| Arrêté N °2011354-0002 - arrêté portant modification des compétences du syndicat mixte du canton de Pouyastruc .....  | 1  |
| Arrêté N °2011354-0003 - arrêté portant modification des compétences de la communauté de communes du Riou de Loulès .....   | 4  |
| Arrêté N °2011354-0004 - arrêté portant modification des compétences de la communauté de communes des Coteaux de l'Arros .....  | 8  |
| Arrêté N °2011354-0005 - arrêté portant modification des compétences de la communauté de communes de l'Arrêt Darré et de l'Estéous .....  | 12 |
| Arrêté N °2011356-0001 - arrêté portant modification des statuts du syndicat intercommunal de défense contre les crues de l'Alaric .....  | 16 |
| Arrêté N °2011356-0002 - arrêté portant modification des compétences et des statuts de la communauté de communes de la vallée de Saint- Savin .....   | 20 |
| Arrêté N °2011356-0003 - arrêté portant modification des statuts du syndicat mixte pour l'étude et la programmation de la sécurisation de la ressource en eau potable sur l'axe Médous secteur nord- ouest des Hautes- Pyrénées ..... | 49 |
| Arrêté N °2011360-0002 - arrêté portant modification des compétences et des statuts de la communauté de communes du Madiranais .....  | 53 |
| Arrêté N °2011360-0003 - arrêté portant modification des compétences et des statuts de la communauté de communes du Val d'Adour .....   | 57 |





PRÉFET DES HAUTES- PYRENEES

## **Arrêté n ° 2011354-0002**

**signé par Secrétaire Général  
le 20 Décembre 2011**

**65 - Préfecture des Hautes- Pyrénées  
Secrétariat Général  
Direction des libertés publiques et des collectivités locales**

arrêté portant modification des compétences  
du syndicat mixte du canton de Pouyastruc



PRÉFET DES HAUTES-PYRÉNÉES

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES ET DES  
COLLECTIVITES TERRITORIALES  
Bureau des collectivités territoriales

**ARRÊTÉ n° 2011 -**

**portant modification des compétences du Syndicat  
mixte du canton de Pouyastruc**

**LE PRÉFET DES HAUTES-PYRÉNÉES  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

**Vu** les articles L 5211-17 et suivants et L 5214-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 10 mai 1995 portant création du syndicat mixte du canton de Pouyastruc et les arrêtés qui l'ont modifié ;

**Vu** la délibération du 21 juillet 2011 par laquelle le conseil syndical se prononce en faveur de la modification des compétences du syndicat mixte du canton de Pouyastruc ;

**Vu** les délibérations des assemblées délibérantes des membres du syndicat ;

**Considérant que** les conditions de majorité qualifiée requises sont atteintes ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Hautes-Pyrénées,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'extension des compétences du syndicat mixte du canton de Pouyastruc est acceptée, à savoir :

↳ Fonctionnement et investissement de l'espace cantonal du terrain de rugby de Pouyastruc.

**ARTICLE 2** : A l'issue de ces modifications, les statuts du syndicat mixte du canton de Pouyastruc sont rédigés ainsi qu'il suit :

**« Article 1** : .En application des dispositions du code général des collectivités territoriales, est autorisé entre :

- la communauté de communes de l'Arrêt darré et de l'Estéous (représentation-substitution des communes de COUSSAN, GONNEZ, HOURC, LANSAC, LASLADES, POUYASTRUC et SOUYEAUX),
- la communauté de communes des Coteaux de l'Arros (représentation-substitution des communes d'AUBAREDE, BOUILH-PEREUILH, CABANAC, CASTELVIEILH, CHELLE DEBAT, JACQUE, MARQUERIE, MARSEILLAN, MUN, PEYRIGUERIE et THUY),
- la communauté de communes du Riou de Loules (représentation-substitution des communes de BOULIN, CASTERA-LOU, COLLONGUES, DOURS, LIZOS, LOUIT,OLEAC-DEBAT, SABALOS et SOREAC),

la création d'un Syndicat Mixte dénommé « Syndicat Mixte du canton de Pouyastruc ».

## **Article 2 : Objet**

Le syndicat est habilité à exercer la compétence suivante :

- Achat, réalisation, construction, gestion et entretien de la Maison du Canton qui aura pour vocation à accueillir divers services collectifs
- **Fonctionnement et investissement de l'espace cantonal du terrain de rugby de Pouyastruc.**

## **Article 3 : Durée**

Le syndicat est institué pour une durée illimitée.

## **Article 4 : Sièges**

Le siège du syndicat est fixé à la mairie de Pouyastruc.

## **Article 5 : Comité syndical**

Le syndicat est administré par un comité composé de délégués élus par les collectivités adhérentes.

Chaque collectivité est représentée au sein du comité par : un délégué titulaire par commune membre dont la population est inférieure à 500 habitants, deux délégués titulaires par commune membre dont la population est supérieure à 500 habitants.

Chaque collectivité désigne un nombre de délégués suppléants, égal au nombre de délégués titulaires.

Le comité syndical élit un bureau qui comprend 11 membres (1 président, 5 vice-présidents, 1 secrétaire et 4 administrateurs).

## **Article 6 :**

Les collectivités participent aux dépenses du syndicat selon les modalités suivantes :

Cotisation annuelle versée par toutes les collectivités adhérentes. Cette cotisation sera fixée annuellement par le comité et sera calculée au prorata du nombre d'habitants.

## **Article 7 :**

Le syndicat est administré et fonctionne conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales.

**ARTICLE 3 :** Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture des Hautes-Pyrénées, M. le Directeur Départemental des Finances Publiques, Mme la Présidente du syndicat mixte du canton de Pouyastruc, Mmes et MM. les Maires des communes membres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de PAU, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Tarbes, le 20 décembre 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Secrétaire Générale,

Marie-Paule DEMIGUEL



PRÉFET DES HAUTES- PYRENEES

## **Arrêté n ° 2011354-0003**

**signé par Secrétaire Général  
le 20 Décembre 2011**

**65 - Préfecture des Hautes- Pyrénées  
Secrétariat Général  
Direction des libertés publiques et des collectivités locales**

arrêté portant modification des compétences  
de la communauté de communes du Riou de  
Loulès



PRÉFET DES HAUTES-PYRÉNÉES

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES ET DES  
COLLECTIVITES TERRITORIALES  
Bureau des collectivités territoriales

**ARRÊTÉ n° 2011 -**

**portant modification des compétences  
de la communauté de communes du Riou de Loulès**

**LE PRÉFET DES HAUTES-PYRÉNÉES  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

**Vu** les articles L 5211-17 et suivants et L 5214-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 20 décembre 1994 portant création de la communauté de communes du Riou de Loulès, modifié ;

**Vu** la délibération du 8 avril 2011 par laquelle le conseil communautaire se prononce en faveur de la modification des compétences de la communauté de communes du Riou de Loulès ;

**Vu** les délibérations des conseils municipaux des communes membres ;

**Considérant que** les conditions de majorité qualifiée requises sont atteintes ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Hautes-Pyrénées,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'extension des compétences de la communauté de communes du Riou de Loulès est acceptée, à savoir :

↳ Fonctionnement et investissement de l'espace cantonal du terrain de rugby de Pouyastruc.

**ARTICLE 2** : A l'issue de cette modification, les statuts de la communauté de communes du Riou de Loulès sont rédigés ainsi qu'il suit :

**« Article 1 : Constitution**

En application des articles L.5214-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, il est créé une communauté de communes entre les communes de :  
BOULIN, CASTERA-LOU, COLLONGUES, DOURS, LIZOS, LOUIT, OLEAC-DEBAT, SABALOS, SOREAC.

Elle prend le nom de « Communauté de Communes du RIOU DE LOULES ».



## **Article 2 : .Objet**

La communauté de communes exercera de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences suivantes :

### **1 – Compétences obligatoires**

#### **1.1 Aménagement de l'espace :**

- Etude de développement et d'aménagement intercommunal : harmonisation des documents d'urbanisme communaux.
- Création et réalisation de zone d'aménagement concerté (ZAC).
- Constitution de réserves foncières destinées à la réalisation de projets communautaires.
- Signature des contrats portant sur les politiques d'aménagement et de développement en application des procédures de contractualisation européennes, nationales, régionales et départementales. Réalisation et gestion de toutes opérations découlant de ces procédures de contractualisation, dans les limites des compétences statutaires.

#### **1.2 Actions de développement économique :**

- Création, aménagement, gestion et entretien des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaires, artisanale, de service.
- Soutien des activités industrielles, commerciales ou de l'emploi.
- Achat, réalisation, construction, gestion et entretien de la maison du canton suite à la délibération du conseil communautaire du 18 décembre 2003 puis arrêté préfectoral du 30 décembre 2003.

### **2 – Compétences optionnelles**

**2.1 Création, entretien et gestion des écoles de l'enseignement élémentaire et pré élémentaire, cantines et garderie du RPI, y compris services des écoles, recrutement et gestion des personnels de service et ATSEM, en application des articles L 1321-1 à 5 du CGCT.**

**2.2 Collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés.**

### **3 – Compétences facultatives**

**3.1 Ramassage scolaire** pour les écoles de la communauté de communes par le biais d'une convention avec le Conseil Général des Hautes-Pyrénées.

#### **3.2 Sécurité incendie :**

- prise en charge des cotisations communales pour le fonctionnement du SDIS.
- participation au financement de la construction de centres de secours défendant les communes membres.
- étude, réalisation, entretien, des équipements de protection (poteaux, réserves,..) à l'exception du petit matériel (extincteurs, RIA, ...).

**3.3 Transport à la demande** sur le territoire de la communauté de communes par le biais d'une convention avec le Conseil Général des Hautes-Pyrénées.

**3.4 Fonctionnement et investissement de l'espace cantonal du terrain de rugby de Pouyastruc.**

### **Article 3 : Siège**

Le siège de la communauté de communes est fixé à la mairie de Boulin (65350).

### **Article 4 – Durée**

La communauté de communes est constituée pour une durée illimitée. Le nombre des communes associées est variable par accroissements ou retraits d'adhésions, conformément à l'article L 5214-2 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales. Elle pourra néanmoins être dissoute en application des articles L 5214-28 et 29 du Code Général des Collectivités Territoriales.

### **Article 5 – Conseil Communautaire**

Le conseil de la communauté de communes est composé de délégués titulaires élus par les conseils municipaux des communes associées, au nombre de deux par commune.

Chaque commune élit en outre un délégué suppléant par délégué titulaire. Ces suppléants ont une voix délibérative au sein du conseil en cas d'empêchement des délégués titulaires. Le conseil communautaire se réunit au moins quatre fois par an.

### **Article 6 – Bureau**

Le président et les vice-présidents sont élus en application des articles L 5211-2, L 2122-7 et L 2122-8 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le bureau est composé du président et des vice-présidents dont le nombre est défini par le conseil communautaire dans la limite des 30% du nombre de délégués.

### **Article 7 – Comptable de la communauté**

Les fonctions de comptable de la communauté de communes seront exercées par le trésorier de Tarbes-Adour-Echez.

### **Article 8 - Fiscalité**

La communauté de communes opte pour la fiscalité additionnelle concernant les quatre taxes directes locales.

### **Article 9 -**

L'administration et le fonctionnement de la communauté de communes sont régis par les dispositions prévues au Code Général des Collectivités Territoriales.

### **Article 10 -**

La communauté de communes peut adhérer à un autre organisme de coopération intercommunale en respect du Code Général des Collectivités Territoriales.

**ARTICLE 3** : Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture des Hautes-Pyrénées, M. le Directeur Départemental des Finances Publiques, M. le Président de la communauté de communes du Riou de Loules, Mmes et MM. les Maires des communes membres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de PAU, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Tarbes, le 20 décembre 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Secrétaire Générale,

Marie-Paule DEMIGUEL



PRÉFET DES HAUTES- PYRENEES

## **Arrêté n ° 2011354-0004**

**signé par Secrétaire Général  
le 20 Décembre 2011**

**65 - Préfecture des Hautes- Pyrénées  
Secrétariat Général  
Direction des libertés publiques et des collectivités locales**

arrêté portant modification des compétences  
de la communauté de communes des Coteaux  
de l'Arros



PRÉFET DES HAUTES-PYRÉNÉES

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES ET DES  
COLLECTIVITES TERRITORIALES  
Bureau des collectivités territoriales

**ARRÊTÉ n° 2011 -**

**portant modification des compétences  
de la communauté de communes des Coteaux de  
l'Arros**

**LE PRÉFET DES HAUTES-PYRÉNÉES  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

**Vu** les articles L 5211-17 et suivants et L 5214-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 21 décembre 1992 portant création de la communauté de communes des Coteaux de l'Arros, modifié ;

**Vu** la délibération du 31 mars 2011 par laquelle le conseil communautaire se prononce en faveur de la modification des compétences de la communauté de communes des Coteaux de l'Arros ;

**Vu** les délibérations des conseils municipaux des communes membres ;

**Considérant que** les conditions de majorité qualifiée requises sont atteintes ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Hautes-Pyrénées,

## **ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'extension des compétences de la communauté de communes des Coteaux de l'Arros est acceptée, à savoir :

↳ Fonctionnement et investissement de l'espace cantonal du terrain de rugby de Pouyastruc.

**ARTICLE 2** : A l'issue de cette modification, les statuts de la communauté de communes des Coteaux de l'Arros sont rédigés ainsi qu'il suit :

**Article 1** : .Est autorisée entre les communes d'AUBAREDE, BOUILH-PEREUILH, CABANAC, CASTELVIEILH, CHELLE DEBAT, JACQUE, MARQUERIE, MARSEILLAN, MUN, PEYRIGUERIE et THUY la création d'une communauté de communes dénommée :  
« Communauté de communes des Coteaux de l'Arros »

**Article 2** : Les communes précitées transfèrent à la communauté de communes les compétences suivantes :

### **a) - Compétences obligatoires :**

## 1 – Aménagement de l'espace :

- ↳ Etude de développement et d'aménagement intercommunal.
- ↳ Signature des contrats portant sur les politiques d'aménagement et de développement en application des procédures de contractualisation européennes, nationales, régionales et départementales. Réalisation et gestion de toutes opérations découlant de ces procédures de contractualisation, dans les limites des compétences statutaires

## 2 – Action de développement économique

- ↳ Achat, réalisation, construction, gestion et entretien de la Maison du Canton qui aura pour vocation à accueillir divers services collectifs.
- ↳ Création d'un circuit touristique pédestre et équestre.
- ↳ Promotion du sport équestre et autres sports.
- ↳ Création d'atelier relais.

## 3 – Action de développement touristique :

- ↳ Actions de différentes natures tendant à créer ou soutenir un développement touristique touchant son périmètre.

## 4 – Construction, entretien et fonctionnement d'un centre équestre.

### **b) - Compétences optionnelles :**

#### 1 – Collecte et traitement des ordures ménagères.

#### 2 – Gestion des déchets autres que ménagers.

#### 3 – Création, entretien et gestion des écoles primaires et pré-élémentaires, cantines, garderies et ramassage scolaire ( pour les écoles de la communauté).

### **c) - Compétences facultatives :**

#### 1 – Service incendie : prise en charge des cotisations communales pour le fonctionnement du SDIS, financement des investissements de secours départementaux. Les équipements de lutte contre l'incendie tels que les réserves d'eau et bornes d'incendie restent de compétence communale.

#### 2 – Construction de bâtiments et bureaux nécessaires au fonctionnement de la communauté de communes. ».

#### 3 – Acquisition et gestion du matériel informatique sur le territoire de la communauté.

#### 4 - Fonctionnement et investissement de l'espace cantonal du terrain de rugby de Pouyastruc.

Article 3 : Le siège de la communauté de communes est fixé à la Mairie 65350 CABANAC.

Article 4 : La Communauté de communes est instituée pour une durée illimitée. Elle pourra néanmoins être dissoute en application des articles L. 5214-28 et L. 5214-29 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 5 : Le conseil communautaire est composé des délégués élus par les conseils municipaux des communes associées, selon le critère de population communale ci-dessous :

- jusqu'à 300 habitants : deux délégués titulaires et un délégué suppléant ;
- au-delà de 300 habitants : un délégué titulaire supplémentaire par tranche de 300 habitants

Article 6 : Le Bureau est composé :

- du Président
- de deux Vice-Présidents.

Leurs compétences sont celles prévues à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 7 : Il appartient au conseil communautaire de choisir l'un des deux régimes de fiscalité prévus par l'article 1609 quinquies C du Code Général des Impôts.

Article 8 : Les fonctions de trésorier de la Communauté seront exercées par M. le Trésorier de TOURNAY-CABANAC.

Article 9 : Les présents statuts sont annexés aux délibérations des conseils municipaux décidant la création de la communauté de communes ou approuvant leurs modifications. »

**ARTICLE 3** : Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture des Hautes-Pyrénées, M. le Directeur Départemental des Finances Publiques, M. le Président de la communauté de communes des Coteaux de l'Arros, Mmes et MM. les Maires des communes membres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de PAU, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Tarbes, le 20 décembre 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Secrétaire Générale,

Marie-Paule DEMIGUEL



PRÉFET DES HAUTES- PYRENEES

## **Arrêté n ° 2011354-0005**

**signé par Secrétaire Général  
le 20 Décembre 2011**

**65 - Préfecture des Hautes- Pyrénées  
Secrétariat Général  
Direction des libertés publiques et des collectivités locales**

arrêté portant modification des compétences  
de la communauté de communes de l'Arrêt  
Darré et de l'Estéous



PREFET DES HAUTES-PYRÉNÉES

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES ET DES  
COLLECTIVITES TERRITORIALES  
Bureau des collectivités territoriales

**ARRÊTÉ n° 2011 -**

**portant modification des compétences  
de la communauté de communes de l'Arrêt Darré et  
de l'Estéous**

**LE PRÉFET DES HAUTES-PYRÉNÉES  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

**Vu** les articles L 5211-17 et suivants et L 5214-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 27 décembre 1999 portant création de la communauté de communes de l'Arrêt Darré et de l'Estéous, modifié ;

**Vu** la délibération du 16 mars 2011 par laquelle le conseil communautaire se prononce en faveur de la modification des compétences de la communauté de communes de l'Arrêt Darré et de l'Estéous ;

**Vu** les délibérations des conseils municipaux des communes membres ;

**Considérant que** les conditions de majorité qualifiée requises sont atteintes ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Hautes-Pyrénées,

## **ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'extension des compétences de la communauté de communes de l'Arrêt Darré et de l'Estéous est acceptée, à savoir :

↳ Fonctionnement et investissement de l'espace cantonal du terrain de rugby de Pouyastruc.

**ARTICLE 2** - A la suite de cette modification, les statuts de la communauté de communes de l'Arrêt Darré et de l'Estéous sont rédigés ainsi qu'il suit :

### **Article 1er – Constitution**

En application des articles L.5214-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, il est créé une communauté de communes entre les communes de :  
COUSSAN, GONNEZ, HOURC, LANSAC, LASLADES, POUYASTRUC et SOUYEAUX

Elle prend le nom de « Communauté de Communes de l'Arrêt Darré et de l'Estéous ».



## **Article 2 – Objet**

La communauté de communes exercera de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences suivantes :

### **1 – Compétences obligatoires**

#### **1.1 Aménagement de l'espace :**

- Création et gestion de zones d'aménagements concerté lié aux compétences économiques et touristiques d'intérêt communautaire.
- Signature des contrats portant sur les politiques d'aménagement et de développement en application des procédures de contractualisation européennes, nationales, régionales et départementales. Réalisation et gestion de toutes opérations découlant de ces procédures de contractualisation, dans les limites des compétences statutaires.

#### **1.2 Actions de développement économique et touristique :**

- Création et gestion d'une zone artisanale située sur la commune de Pouyastruc (section WB4, WB5, WB6) d'une superficie de 26 400 m<sup>2</sup>.
- Achat, réalisation , construction, gestion et entretien de la Maison du Canton qui aura pour vocation à accueillir divers services collectifs ;
- Création et gestion des sentiers de randonnée pédestre de la communauté.
- Valorisation touristique du lac de l'Arrêt Darré :
  - o Acquisition de la Guinguette et de son terrain d'emprise (commune de Coussan section AC 222 et 223).
  - o Réalisation et entretien d'un sentier pédestre rive gauche du lac.

### **2 – Compétences optionnelles**

#### **2.1 Protection et mise en valeur de l'environnement**

- Collecte et traitement des ordures ménagères.

#### ***2.2 Fonctionnement et investissement de l'espace cantonal du terrain de rugby de Pouyastruc.***

## **Article 3 : Siège**

Le siège de la communauté est fixé à la mairie de Pouyastruc.

## **Article 4 – Durée**

La communauté de communes est instituée pour une durée illimitée. Elle pourra néanmoins être dissoute en application des articles L 5214-28 et 29 du Code Général des Collectivités Territoriales.

## **Article 5 – Conseil Communautaire**

Le conseil de la communauté de communes est composé de délégués élus par les conseils municipaux des communes associées, selon le critère de population communale ci-dessous :

- a. Jusqu'à 700 : habitants : 2 délégués titulaires et 1 délégué suppléant,

- b. au-delà de 700 habitants : 1 délégué titulaire supplémentaire par tranche de 300 habitants.

**Article 6 – Bureau**

Le bureau est composé du président et de deux vice-présidents.

**Article 7 – Comptable de la communauté**

Les fonctions de comptable de la communauté de communes seront exercées par le trésorier de Tarbes-Adour-Echez.

**Article 8 - Fiscalité**

La communauté de communes opte pour la fiscalité additionnelle concernant les quatre taxes directes locales.

**Article 9**

L'administration et le fonctionnement de la communauté de communes sont régis par les dispositions prévues au Code Général des Collectivités Territoriales.

**ARTICLE 3** : Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture des Hautes-Pyrénées, M. le Directeur départemental des Finances Publiques, M. le Président de la communauté de communes de l'Arrêt Darré et de l'Estéous, Mmes et MM. les Maires des communes membres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de PAU, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Tarbes, le 20 décembre 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Secrétaire Générale,

Marie-Paule DEMIGUEL



PRÉFET DES HAUTES- PYRENEES

## **Arrêté n ° 2011356-0001**

**signé par Secrétaire Général  
le 22 Décembre 2011**

**65 - Préfecture des Hautes- Pyrénées  
Secrétariat Général  
Direction des libertés publiques et des collectivités locales**

arrêté portant modification des statuts du  
syndicat intercommunal de défense contre les  
crues de l'Alaric

**LE PRÉFET DES HAUTES-PYRÉNÉES  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

**Vu** les articles L 5211-1 et L 5212-1 et suivants et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 3 juillet 1985 portant création du syndicat intercommunal de défense contre les crues de l'Alaric, modifié ;

**Vu** la délibération du 23 février 2009 par laquelle le comité syndical se prononce en faveur de la modification de l'article 3, alinéa 2 des statuts ;

**Vu** les délibérations des assemblées délibérantes membres ;

**Considérant que** les conditions de majorité qualifiée requises sont atteintes ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Hautes-Pyrénées,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : La modification de l'article 3, alinéa 2 des statuts du syndicat intercommunal de défense contre les crues de l'Alaric relatif à la composition du bureau du syndicat, est acceptée.

**ARTICLE 2** - A la suite de cette modification, les statuts du syndicat intercommunal de défense contre les crues de l'Alaric sont rédigés ainsi qu'il suit :

**Article 1 : Création – Cadre territorial**

En application des dispositions du code général des collectivités territoriales, il est formé entre les communes d'ALLIER, AUREILHAN, BARBAZAN-DEBAT, ORLEIX et SEMEAC, un syndicat qui prend la dénomination

« Syndicat intercommunal de défense contre les crues de l'Alaric ».

**Article 2 : Objet du syndicat**

L'objet du syndicat est de prendre toutes les dispositions d'intérêt collectif d'aménagement, d'entretien et de réglementation pour assurer un bon écoulement des eaux de l'Alaric, de ses affluents et défluent en vue d'éliminer les nuisances dues aux débordements et autres agressions des eaux.

### **Article 3 : Organisation du syndicat**

1- Le syndicat intercommunal est constitué des seules communes qui participent au financement du syndicat dites communes membres.

**2- Le syndicat intercommunal comporte un comité comprenant deux délégués pour chaque commune adhérente, un bureau élu par le comité et comprenant un président, deux vice-présidents, et trois membres.**

3- Le syndicat est constitué pour une durée illimitée.

4- Son siège est fixé à la mairie de BARBAZAN-DEBAT.

5- Les fonctions du receveur syndical seront exercées par M. le Percepteur de SOUES.

6- Le comité se réunira au moins une fois par trimestre.

Des réunions extraordinaires peuvent être provoquées par le Président, sur la demande d'une commune membre.

7- Les conditions de validité des délibérations du comité, les dispositions relatives à l'ordre de la tenue des séances sont celles fixées par le code général des collectivités territoriales et la loi du 2 mars 1982 modifiée.

Seuls les délégués ont droit de vote.

Les décisions sont prises à l'unanimité des communes membres ; toutefois, elles ne seront exécutoires qu'après avis favorable de la commune sur laquelle sont envisagées les travaux.

### **Article 4 : Recettes et charges du syndicat**

1- Les recettes du syndicat sont constituées par :

- les subventions
- les emprunts
- la participation des communes membres.

2- Les charges du syndicat sont constituées par :

- les annuités des emprunts contractés pour la réalisation des travaux
- l'autofinancement éventuel d'une partie des travaux
- les frais d'entretien des installations propres au syndicat de défense
- les frais de gestion du syndicat

3- Financement des investissements

Les dépenses d'exécution de travaux neufs restant à la charge du syndicat après allègement obtenu par des subventions de l'Etat, de la Région et du département et les contributions éventuelles en nature et en argent des communes membres ou associées et des riverains seront couvertes, en principe, par les emprunts du syndicat.

La charge des emprunts sera prélevée sur le produit des cotisations annuelles de toutes les communes membres.

4- La participation des communes sera calculées par application de la formule :

$$Y+0,05*0,25+0,4B+0,4P+0,15PF \text{ avec}$$

Y = montant de la participation

B = longueur des berges

P = population

PF = potentiel fiscal

Les paramètres variables (population et potentiel fiscal) seront révisables chaque année en fonction des dernières données connues.  
Cette cotisation est payée trimestriellement.

5- Dans la mesure où les travaux effectués intéressent directement une commune, une participation de cette commune sera recherchée.

**Article 5 :**

Une commune ne peut se retirer du syndicat qu'avec l'accord de toutes les autres communes membres et dans les conditions prévues par le code général des collectivités territoriales.

Des communes autres que celles primitivement syndiquées peuvent être admises à faire partie du syndicat en application des dispositions du code général des collectivités territoriales, moyennant une part contributive que fixera le comité.

**Article 6 :**

Les présents statuts sont à annexer aux délibérations concordantes des conseils municipaux décidant de toute modification statutaire relative au syndicat.

**ARTICLE 3 :** Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture des Hautes-Pyrénées, M. le Directeur départemental des Finances Publiques, M. le Président du syndicat intercommunal de défense contre les crues de l'Alaric, Mmes et MM. les Maires des communes membres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de PAU, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Tarbes, le 22 décembre 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Secrétaire Générale,

Marie-Paule DEMIGUEL



PRÉFET DES HAUTES- PYRENEES

## **Arrêté n ° 2011356-0002**

**signé par Secrétaire Général  
le 22 Décembre 2011**

**65 - Préfecture des Hautes- Pyrénées  
Secrétariat Général  
Direction des libertés publiques et des collectivités locales**

arrêté portant modification des compétences et  
des statuts de la communauté de communes de  
la vallée de Saint- Savin



Liberté - Égalité - Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES HAUTES-PYRÉNÉES

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES ET DES  
COLLECTIVITES TERRITORIALES  
Bureau des collectivités territoriales

ARRETE n° 2011 - 356-0002

PORTANT MODIFICATION DES COMPETENCES ET  
DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE  
COMMUNES DE LA VALLEE DE SAINT-SAVIN

**LE PRÉFET DES HAUTES-PYRÉNÉES  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

**Vu** les articles L 5211-1 et suivants et L 5214-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 15 décembre 1997 autorisant la création de la communauté de communes de la Vallée de Saint-Savin, et les arrêtés qui l'ont modifié ;

**Vu** les délibérations du 6 décembre 2011 par lesquelles le conseil communautaire se prononce en faveur d'une modification des compétences et des statuts de la Vallée de Saint-Savin ;

**Vu** les délibérations des conseils municipaux ;

**Considérant** que les conditions de majorité requise sont réunies ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Hautes-Pyrénées

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'extension des compétences de la communauté de communes de la Vallée de Saint-Savin est acceptée, à savoir :

- Création, aménagement et gestion de zones industrielles et artisanales. Sont d'intérêt communautaire les zones d'activités ci-après :

- Commune de Pierrefitte Nestalas (cf annexe 1 – liste des parcelles et plan cadastral)
- Commune de Soulom (cf annexe 2 – liste des parcelles et plan cadastral)
- Commune de Lau Balagnas (cf annexe 3 – liste des parcelles et plan cadastral)
- Commune de Cauterets (cf annexe 4 – liste des parcelles et plan cadastral)

**ARTICLE 2** : La modification du nombre de vice-présidents, à savoir 4 vice-présidents, est acceptée.

**ARTICLE 3** : A la suite de cette modification, les statuts de la communauté de communes de la Vallée de Saint-Savin sont rédigés ainsi qu'il suit :

« **Article 1er : Création**

En application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté préfectoral en date du 15 juillet 1997 fixant le périmètre de la communauté de communes, il est formé entre les communes de :





Adast, Cauterets, Lau-Balagnas, Pierrefitte-Nestalas, Saint-Savin, Soulom et Uz,  
une communauté de communes qui prend la dénomination de  
« Communauté de communes de la Vallée de Saint-Savin ».

## **Article 2 : Objet**

Les communes précitées transfèrent à la communauté de communes les compétences suivantes :

### **A – Compétences obligatoires**

#### 1 – Aménagement de l'espace :

- Etude d'un schéma directeur d'aménagement du territoire des sept communes.

#### 2 – Développement économique

- Aménagement, entretien et gestion du patrimoine thermal situé sur le territoire administratif de la commune de Cauterets, cadastré comme indiqué sur la délibération du conseil communautaire du 2 septembre 2005 jointe en annexe.
- Création, aménagement et gestion de zones industrielles et artisanales. Sont d'intérêt communautaire les zones d'activités ci-après :
  - Commune de Pierrefitte Nestalas (cf annexe 1 – liste des parcelles et plan cadastral)
  - Commune de Soulom (cf annexe 2 – liste des parcelles et plan cadastral)
  - Commune de Lau Balagnas (cf annexe 3 – liste des parcelles et plan cadastral)
  - Commune de Cauterets (cf annexe 4 – liste des parcelles et plan cadastral)

### **B – Compétences optionnelles**

#### 1 – Protection et mise en valeur de l'environnement

- Gestion de la forêt indivise, conformément à l'arrêté ministériel du 6 décembre 1993 (*copie jointe en annexe*) approuvant la révision de l'aménagement de cette forêt d'une contenance de 3 752,86 ha situés sur le territoire administratif de la commune de Cauterets, et du domaine forestier situé sur les communes membres de la communauté de communes.
- Création, aménagement, entretien et exploitation des sentiers et circuits de randonnées pédestres situés sur le territoire communautaire suivant la liste et le descriptif définis par le conseil communautaire en séance du 2 septembre 2005 (*délibération jointe en annexe*).
- Collecte et traitement des ordures ménagères.

## **Article 3 : Siège**

Le siège de la communauté de communes est fixé à la Maison de la Vallée de Saint-Savin, 2 place Duhourcau – 65400 Saint-Savin.

## **Article 4 : Fiscalité**

La communauté de communes opte pour la fiscalité additionnelle concernant les 4 taxes directes locales.



**Article 5 : Durée**

La communauté de communes est instituée pour une durée illimitée.  
Elle pourra néanmoins être dissoute en application des articles correspondants du code général des collectivités territoriales.

**Article 6 : Composition du conseil communautaire**

Le conseil communautaire est composé de délégués élus par les conseils municipaux des communes associées selon le critère de population pris en compte dans le calcul de la dotation globale de fonctionnement (population sédentaire + population résidences secondaires), et sur la base des tranches suivantes :

- jusqu'à 1 000 habitants : 2 délégués
- au-delà de 1 000 habitants : un délégué supplémentaire par tranche de 2 000 habitants.

**Article 7 : Composition du bureau**

Le bureau est composé du président et de quatre vice-présidents. Leurs compétences sont celles prévues aux articles correspondants du code général des collectivités territoriales. »

**ARTICLE 4 :** Mme la Secrétaire Générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées, M. le Sous-Préfet de l'arrondissement d'Argelès-Gazost, M. le Directeur Départemental des Finances Publiques, M. le Président de la communauté de communes de la Vallée de Saint-Savin, Mmes et MM. les Maires des communes membres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Tarbes, le 22 décembre 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Secrétaire Générale



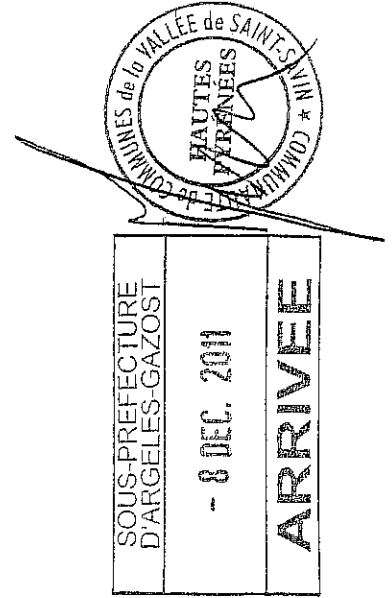
Marie-Paule DEMIGUEL



**C**OMMUNAUTÉ DE COMMUNES  
DE LA VALLÉE DE SAINT-SAVIN

# ANNEXES

Délibération 2011-59 du 6 décembre 2011

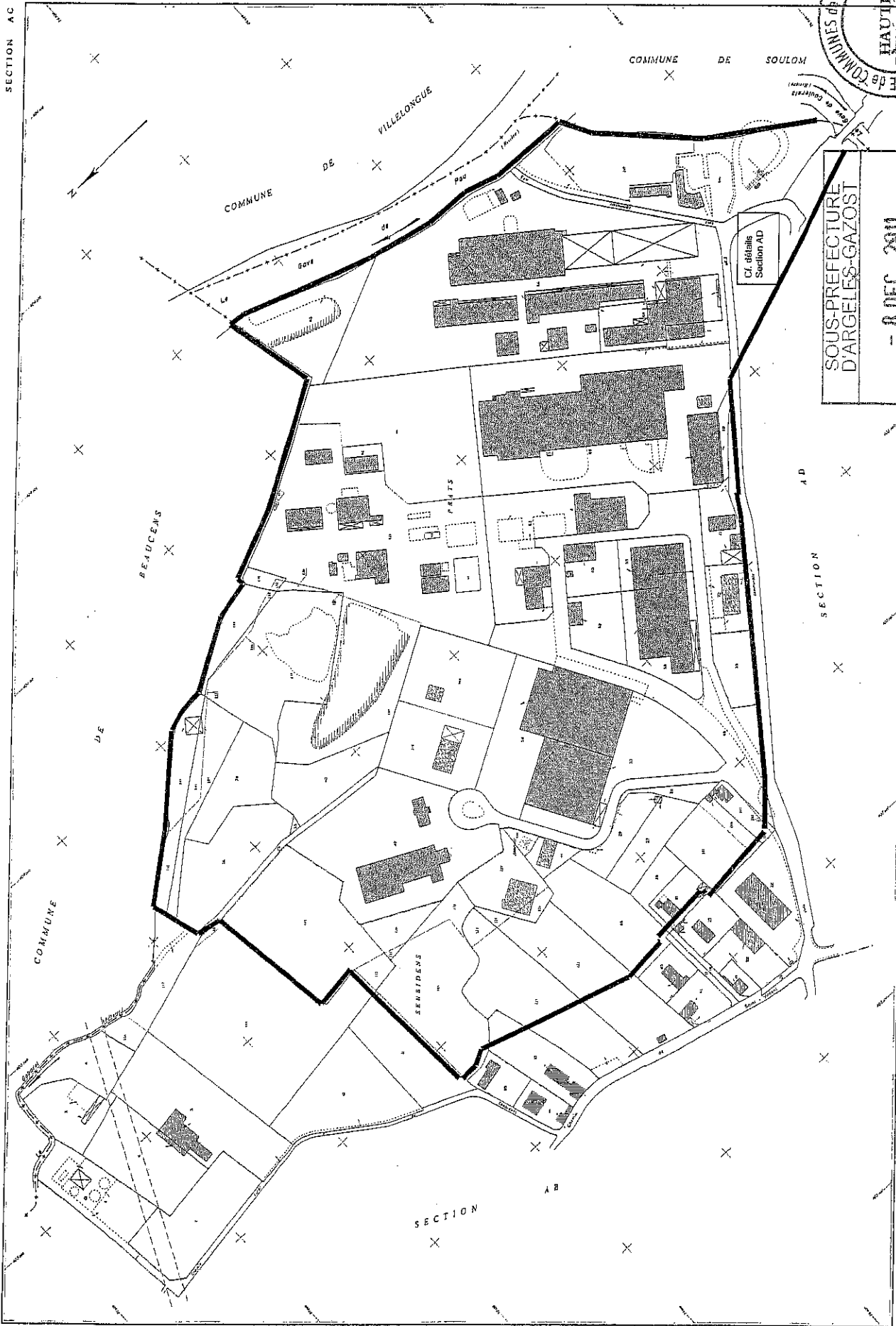


Annexe 1 - Délibération du Conseil Communautaire n°2011-59 - ZA de Pierrefitte-Nestalas

HAUTES-PYRÉNÉES

PIERREFITTE-NESTALAS

SECTION AC

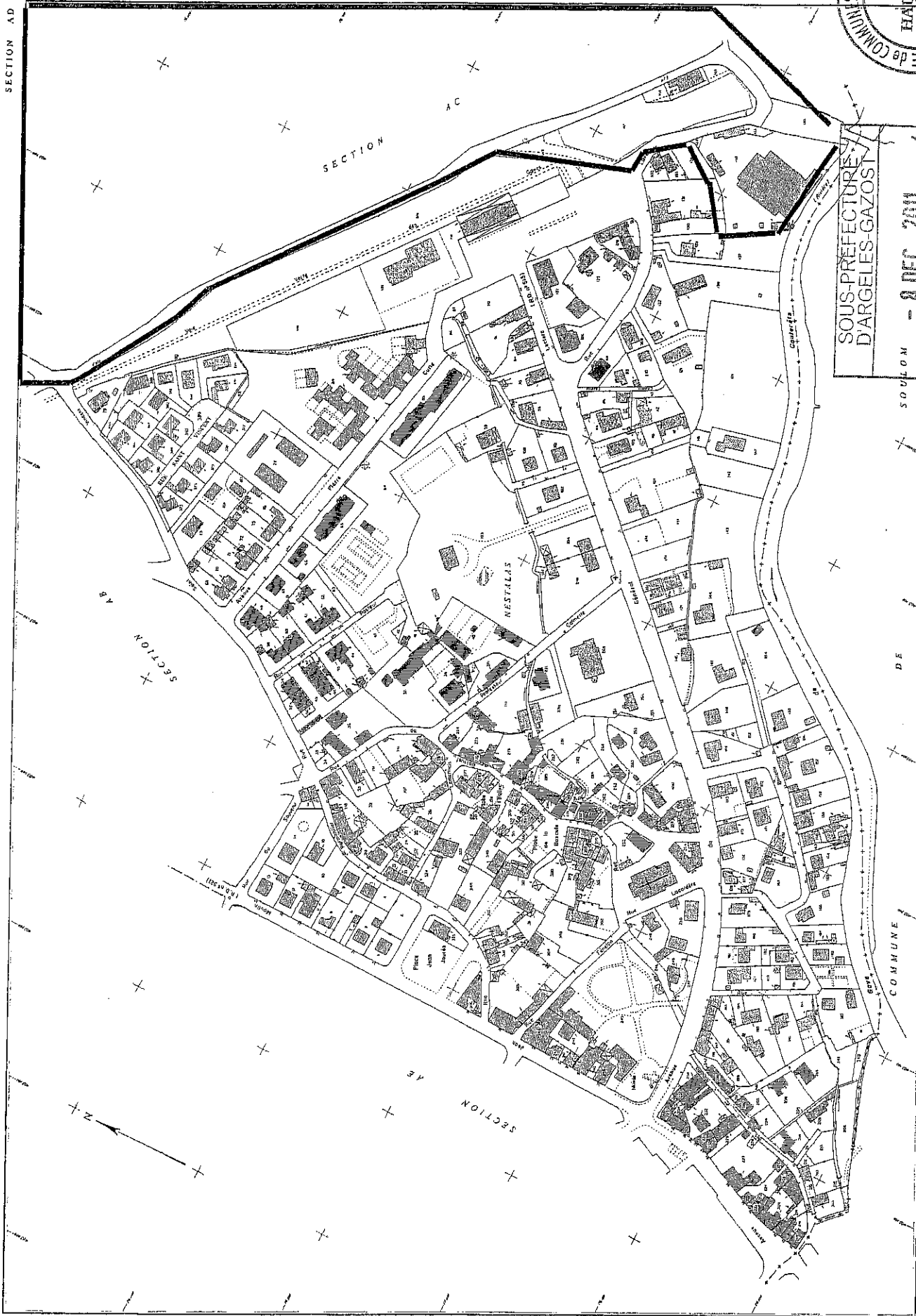


Service de Cadastre  
REPRODUCTION INTERDITE

Annexe 1 - Délibération du Conseil Communautaire n°2011-59 -ZA de Pierrefitte-Nestalas

PIERREFITTE-NESTALAS

HAUTES-PYRÉNÉES



COMMUNIS de la VALLEE de SAINT-SAUVY \*  
HAUTES PYRÉNÉES  
MAIRIE de PIERREFITTE-NESTALAS

SOUS-PREFECTURE  
D'ARGELES-GAZOST  
SOULON - 0 DEC. 2011  
ARRIVEE

Echelle de 1/1000

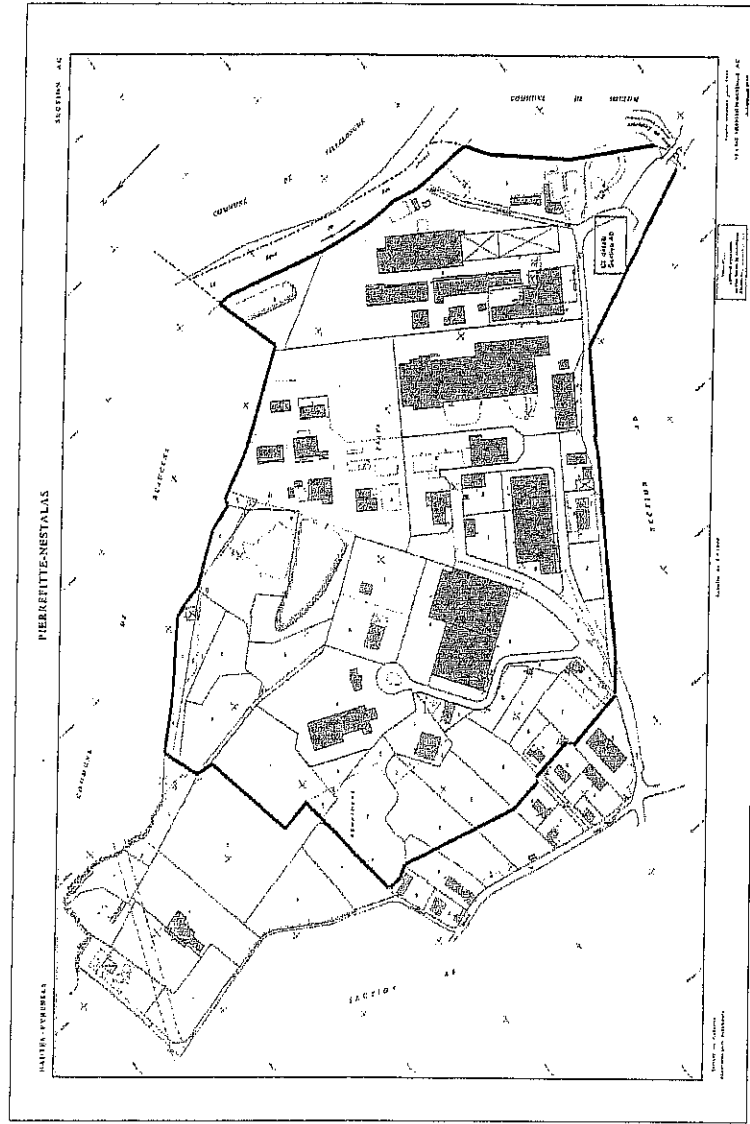
DDF



Annexe - Délibération du Conseil Communautaire n°2011-59  
Liste des parcelles transférées

**COMMUNE DE PIERREFITTE-NESTALAS**

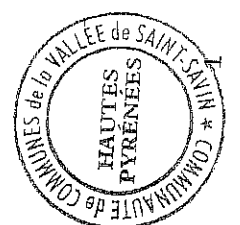
| Section | Parcelle | Superficie en m² |
|---------|----------|------------------|
| AC      | 13       | 2 469            |
| AC      | 27       | 1 745            |
| AC      | 28       | 524              |
| AC      | 29       | 1 470            |
| AC      | 35       | 54               |
| AC      | 36       | 4 112            |
| AC      | 39       | 2 623            |
| AC      | 40       | 2 649            |
| AC      | 47       | 9 920            |
| AC      | 49       | 11 766           |
| AC      | 55       | 6 918            |
| AC      | 56       | 6 753            |
| AC      | 58       | 3 926            |
| AC      | 59       | 1 728            |
| AC      | 60       | 1 510            |
| AC      | 61       | 22               |
| AC      | 62       | 1 816            |
| AC      | 63       | 6 435            |
| AC      | 65       | 3 925            |
| AC      | 66       | 26 316           |
| AC      | 68       | 2 950            |
| AC      | 69       | 17 849           |
| AC      | 70       | 427              |
| AC      | 71       | 1 545            |
| AC      | 72       | 1 500            |
| AC      | 73       | 1 501            |
| AC      | 75       | 695              |
| AC      | 82       | 600              |
| AC      | 86       | 3 760            |
| AC      | 87       | 1 000            |
| AC      | 88       | 909              |
| AC      | 92       | 18               |
| AC      | 93       | 22               |
| AC      | 94       | 49               |
| AC      | 95       | 479              |
| AC      | 96       | 8 598            |
| AC      | 99       | 662              |
| AC      | 100      | 262              |
| AC      | 101      | 3 666            |
| AC      | 102      | 4 102            |
| AC      | 105      | 3 819            |
| AC      | 106      | 6 913            |
| AC      | 107      | 648              |
| AC      | 108      | 60               |
| AC      | 109      | 65               |



SOUS-PREFECTURE  
D'ARGÈLES-GAZOST

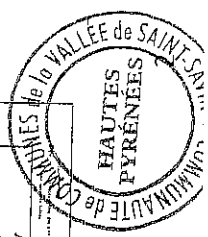
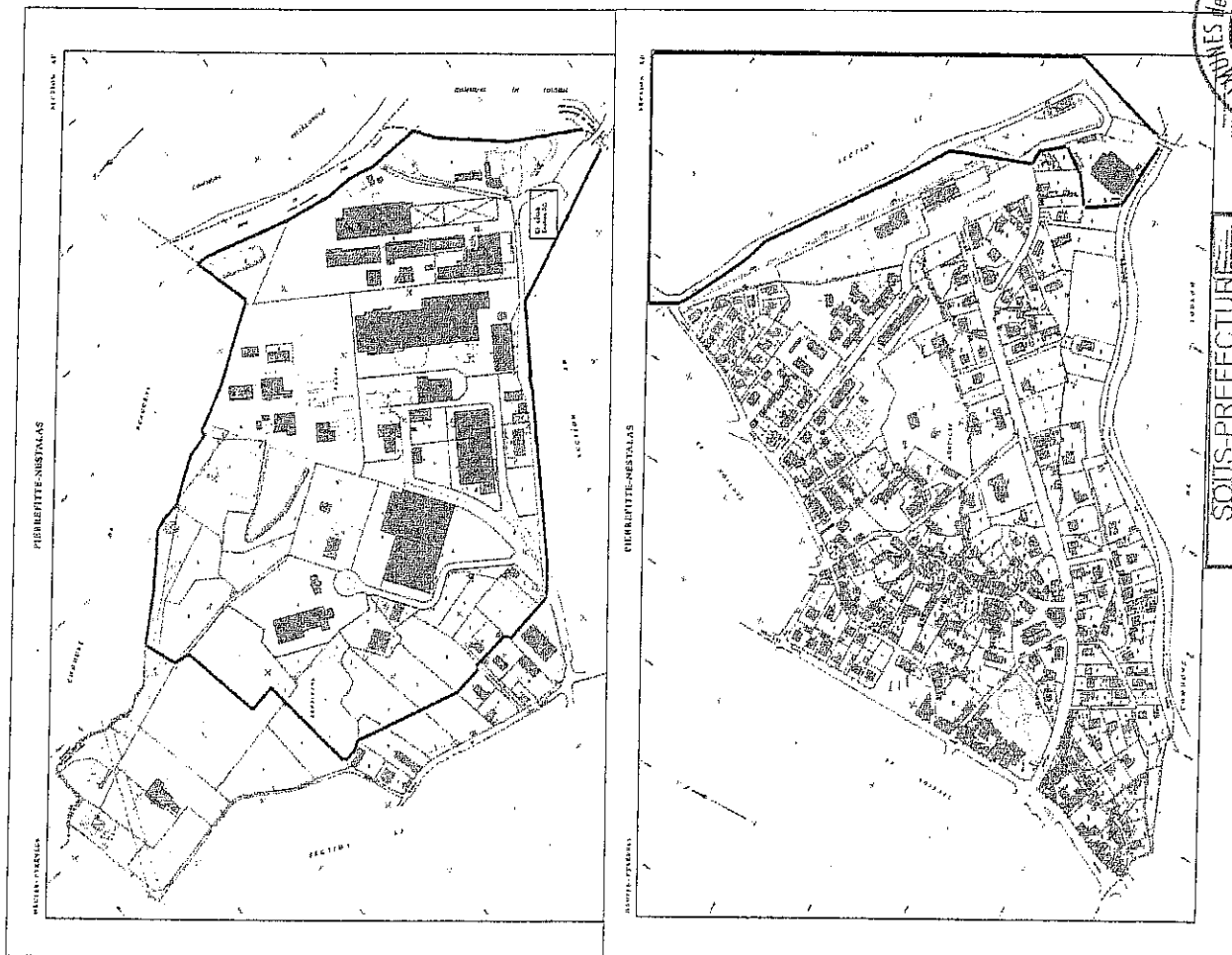
- 8 DEC. 2011

**ARRIVEE**



**Annexe - Délibération du Conseil Communautaire n°2011-59  
Liste des parcelles transférées**

| <b>COMMUNE DE PIERREFITTE-NESTALAS</b> |                 |                                    |
|--|-----------------|------------------------------------|
| <b>Section</b>                         | <b>Parcelle</b> | <b>Superficie en m<sup>2</sup></b> |
| AC                                     | 110             | 477                                |
| AC                                     | 111             | 2 165                              |
| AC                                     | 112             | 404                                |
| AC                                     | 113             | 6 787                              |
| AC                                     | 118             | 696                                |
| AC                                     | 119             | 5 318                              |
| AC                                     | 120             | 937                                |
| AC                                     | 121             | 63                                 |
| AC                                     | 122             | 5 532                              |
| AC                                     | 123             | 149                                |
| AC                                     | 124             | 373                                |
| AC                                     | 125             | 558                                |
| AC                                     | 126             | 291                                |
| AC                                     | 127             | 2 082                              |
| AC                                     | 128             | 15 643                             |
| AC                                     | 129             | 6 893                              |
| AC                                     | 130             | 135                                |
| AC                                     | 131             | 266                                |
| AC                                     | 132             | 49                                 |
| AC                                     | 133             | 1 073                              |
| AC                                     | 134             | 66                                 |
| AC                                     | 135             | 6 484                              |
| AC                                     | 136             | 88                                 |
| AC                                     | 137             | 9                                  |
| AC                                     | 138             | 11                                 |
| AC                                     | 139             | 1 643                              |
| AC                                     | 140             | 486                                |
| AC                                     | 141             | 1 269                              |
| AC                                     | 142             | 624                                |
| AD                                     | 407             | 1 141                              |
| AD                                     | 405             | 3 622                              |
| AD                                     | 406             | 242                                |
| AD                                     | 404             | 168                                |
| AD                                     | 403             | 172                                |
| AD                                     | 135             | 1 270                              |
| <b>TOTAL</b>                           |                 | <b>225 936</b>                     |



SOUS-PREFECTURE  
D'ANGELES-GAZOST

- 8 DEC. 2011

A P P R E S

SOULOM

HAUTES - PYRÉNÉES

SECTION A1

**COMMUNE DE SOULOM**

**Copie de Plan**

0 80m Echelle 1/2500  
Planche AB - Origine: DGI-2009

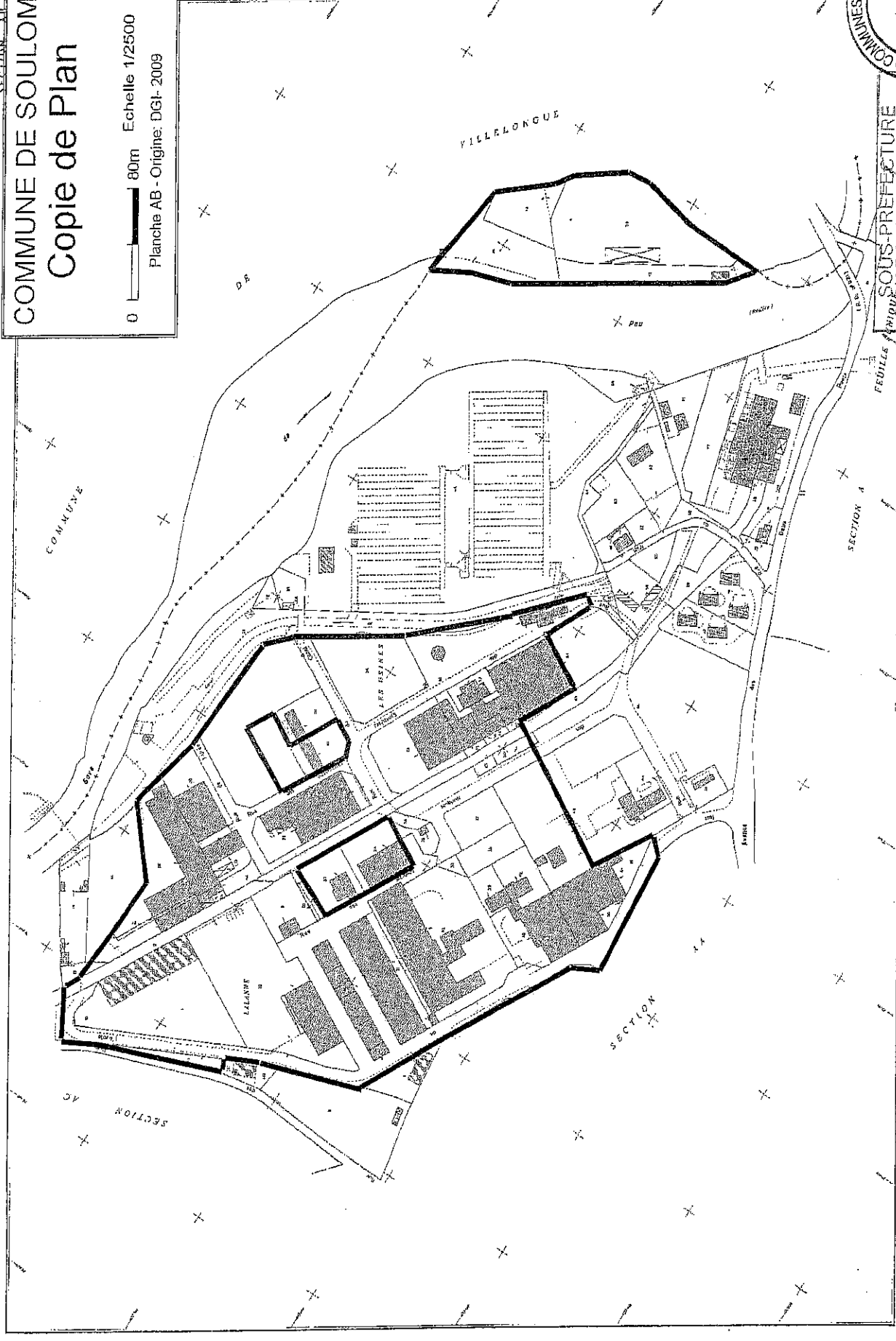


MAIRIE DE SOULOM

SOUS-PREFECTURE  
D'ARZELLE-EN-TOUST

08/12/2011

ARRIVÉE

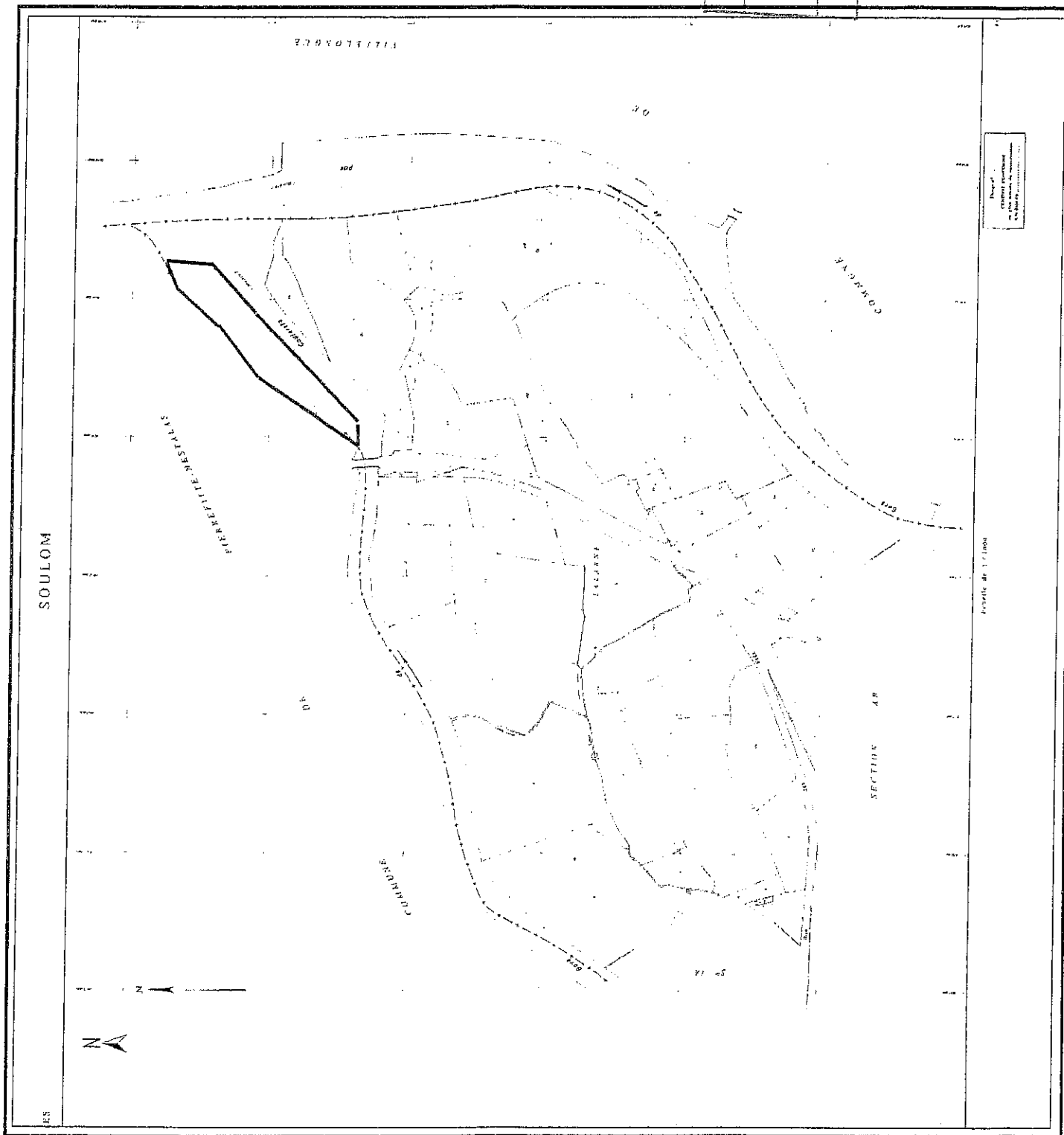


Echelle de 1/1000

Service de Copie  
REPRODUCTION FIDÈLE

Secteur non transféré

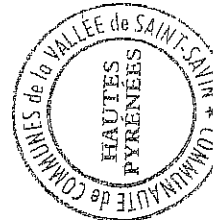
Annexe 2 - Délibération du Conseil Communautaire n°2011-59 - ZA de Soulom



SOUS-PREFECT  
D'ARGELES-GA

- 9 DEC -

ARRI



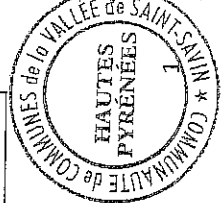
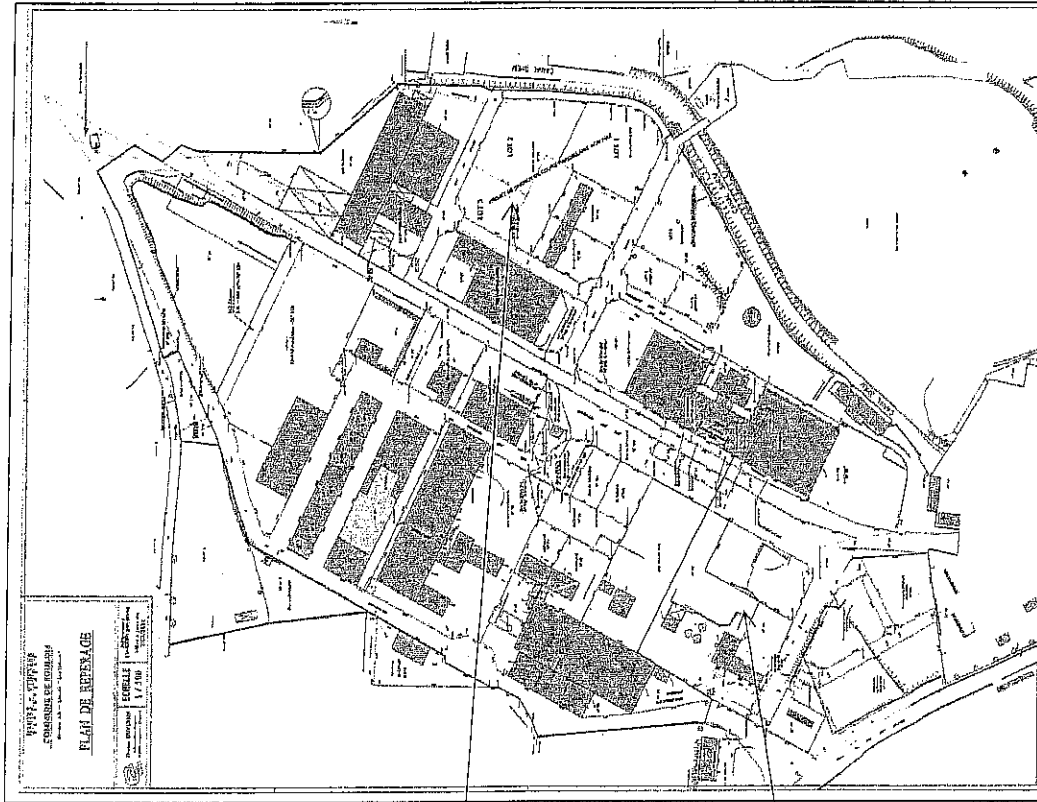
Annexe - Délibération du Conseil Communautaire n°2011-59  
 Liste des parcelles transférées

**COMMUNE DE SOULOM**

| Section | Parcelle | Superficie en m <sup>2</sup> |
|---------|----------|------------------------------|
| AB      | 4        | 117                          |
| AB      | 5        | 256                          |
| AB      | 6        | 315                          |
| AB      | 8        | 285                          |
| AB      | 9        | 1 333                        |
| AB      | 11       | 5 528                        |
| AB      | 12       | 1 450                        |
| AB      | 13       | 290                          |
| AB      | 14       | 1 538                        |
| AB      | 15       | 150                          |
| AB      | 19       | 915                          |
| AB      | 20       | 1 776                        |
| AB      | 21       | 10 966                       |
| AB      | 22       | 273                          |
| AB      | 23       | 548                          |
| AB      | 24       | 40                           |
| AB      | 25       | 5 984                        |
| AB      | 27       | 2 762                        |
| AB      | 28       | 60                           |
| AB      | 29       | 108                          |
| AB      | 31       | 2 657                        |
| AB      | 32       | 7 109                        |
| AB      | 33       | 154                          |
| AB      | 35       | 401                          |
| AB      | 36       | 210                          |
| AB      | 37       | 1 240                        |
| AB      | 38       | 907                          |
| AB      | 39       | 627                          |
| AB      | 40       | 2 127                        |
| AB      | 42       | 1 060                        |
| AB      | 43       | 8 556                        |
| AB      | 51       | 2 926                        |
| AB      | 53       | 610                          |
| AB      | 55       | 8 225                        |
| AB      | 56       | 3 562                        |
| AB      | 57       | 60                           |
| AB      | 65       | 32 734                       |
| AB      | 66       | 813                          |
| AB      | 72       | 1 958                        |
| AB      | 73       | 6 302                        |
| AB      | 74       | 1 670                        |

Transfert partiel - en cours de division

Transfert partiel - en cours de division



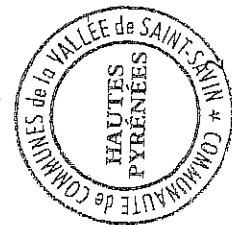
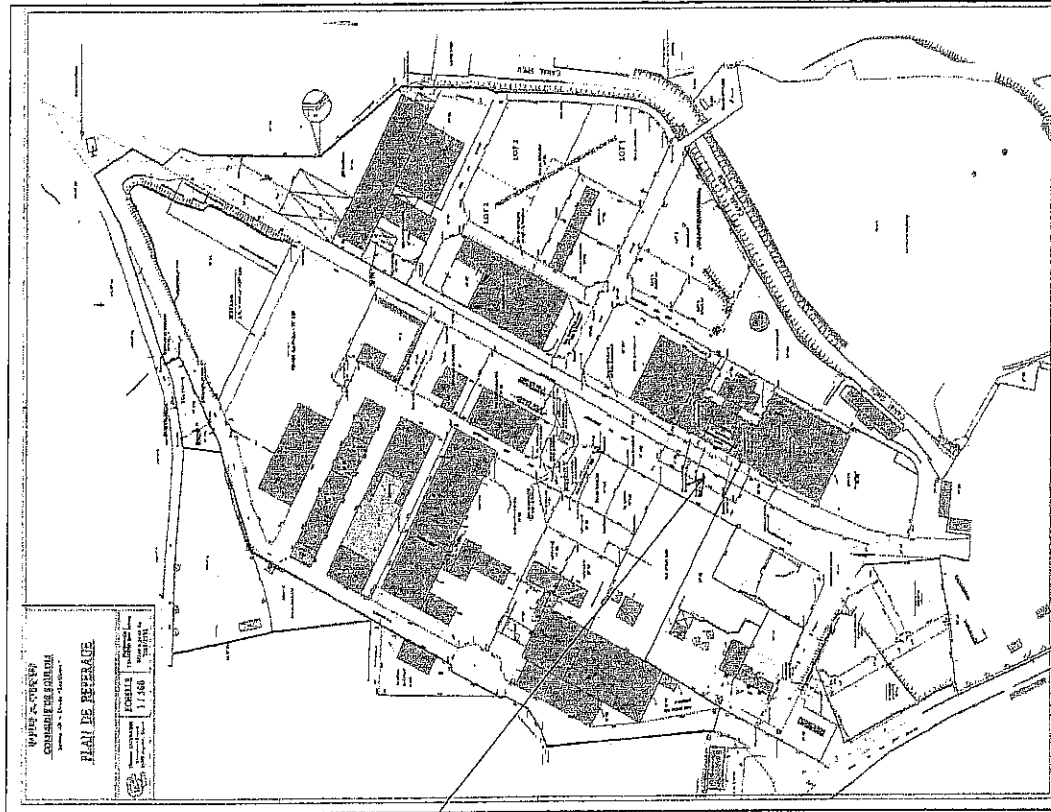
SOUS-PREFECTURE  
 D'ARGELES-GAZOST  
 - 8 DEC. 2011  
**ARRIVEE**

Annexe - Délibération du Conseil Communautaire n°2011-59  
 Liste des parcelles transférées

**COMMUNE DE SOULOM**

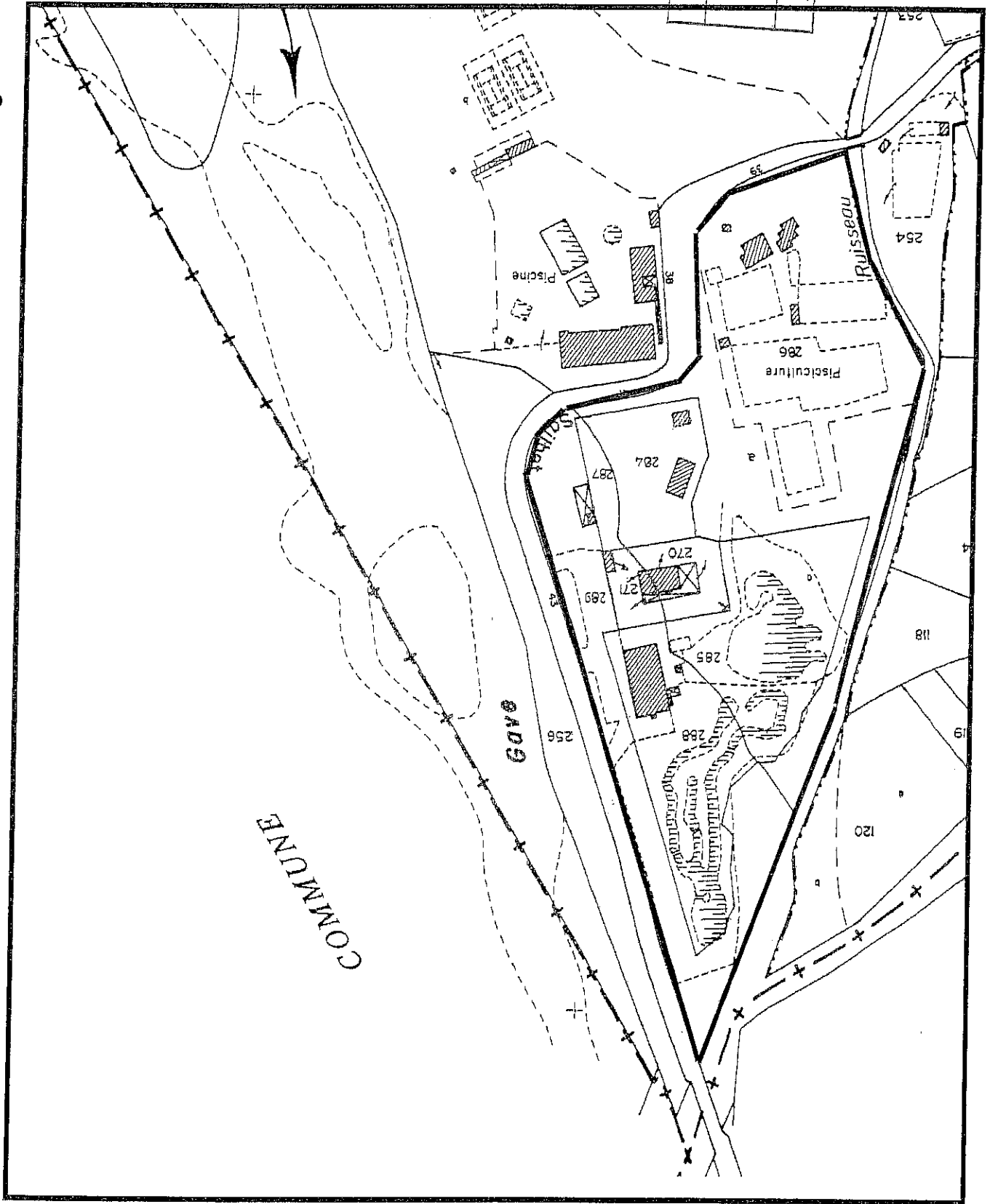
| Section      | Parcelle | Superficie en m <sup>2</sup> |
|--------------|----------|------------------------------|
| AB           | 75       | 2 867                        |
| AB           | 76       | 462                          |
| AB           | 77       | 500                          |
| AB           | 78       | 1 936                        |
| AB           | 79       | 175                          |
| AB           | 80       | 111                          |
| AB           | 83       | 144                          |
| AB           | 84       | 276                          |
| AB           | 85       | 704                          |
| AB           | 86       | 280                          |
| AB           | 87       | 728                          |
| AB           | 88       | 956                          |
| AB           | 89       | 3 040                        |
| AB           | 90       | 1 747                        |
| AB           | 91       | 814                          |
| AB           | 93       | 1 055                        |
| AB           | 94       | 462                          |
| AB           | 95       | 1 013                        |
| AB           | 96       | 3 720                        |
| AB           | 97       | 155                          |
| AB           | 114      | 350                          |
| AB           | 115      |                              |
| AB           | 116      |                              |
| AB           | 117      |                              |
| AB           | 118      |                              |
| AB           | 119      | 6 586                        |
| AB           | 120      | 686                          |
| AB           | 123      |                              |
| AB           | 124      |                              |
| AB           | 125      |                              |
| AB           | 142      | 81                           |
| AB           | 131      | 206                          |
| AB           | 132      | 254                          |
| AB           | 133      | 56                           |
| AB           | 134      | 91                           |
| AB           | 143      | 313                          |
| AB           | 148      |                              |
| AB           | 149      | 184                          |
| AB           | 150      | 25                           |
| AC           | 36       |                              |
| AC           | 38       |                              |
| AC           | 39       |                              |
| <b>TOTAL</b> |          | <b>148 579</b>               |

Transfert partiel - cf périmètre transféré



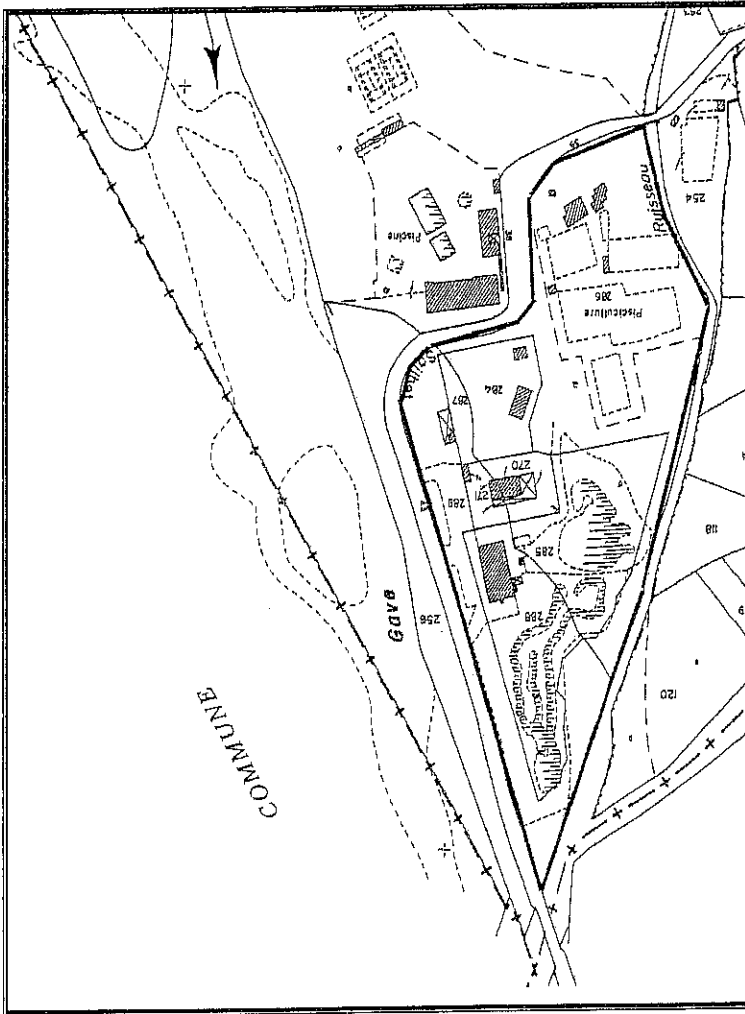
SOUS-PREFECTURE  
 D'ARGELES-GAZOST  
 - 8 DEC. 2011  
**ARRIVEE**

Annexe 3 - Délibération du Conseil Communautaire n°2011-59 - ZA de Lau-Balagnas



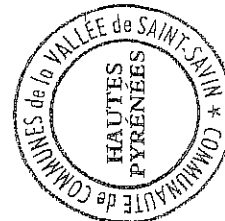
Annexe - Délibération du Conseil Communautaire n° 2011-59  
 Liste des parcelles transférées

**COMMUNE DE LAU BALAGNAS**



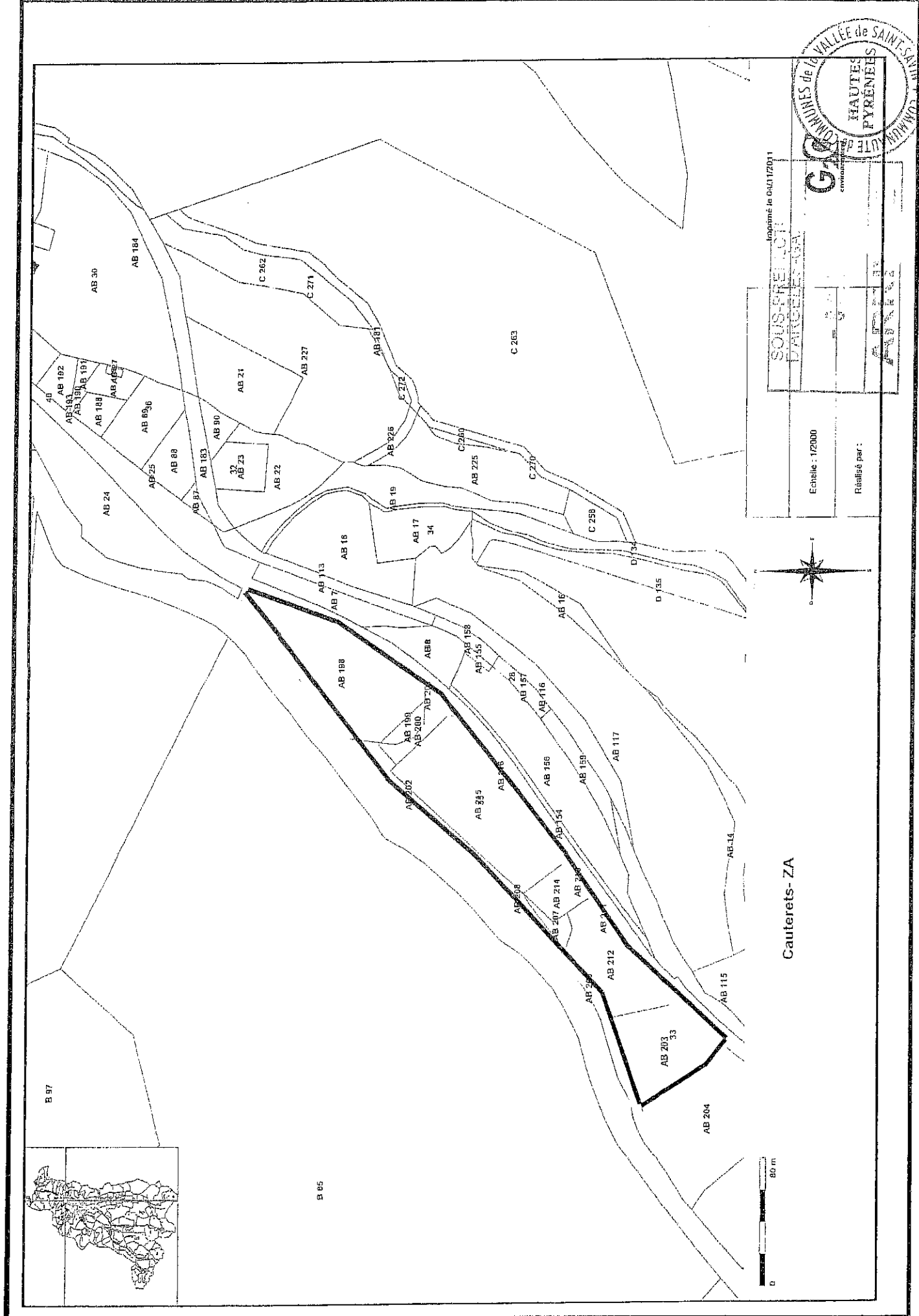
| Section | Parcelle | Superficie en m <sup>2</sup> |
|---------|----------|------------------------------|
| B       | 270      |                              |
| B       | 271      |                              |
| B       | 284      |                              |
| B       | 285      |                              |
| B       | 286      |                              |
| B       | 287      |                              |
| B       | 288      |                              |
| B       | 289      |                              |

SOUS-PREFECTURE  
 D'ARGELES-GAZOST  
 - 8 DEC. 2011  
**ARRIVEE**





Annexe 4 - Délibération du Conseil Communautaire n°2011-59 - ZA de Cauterets

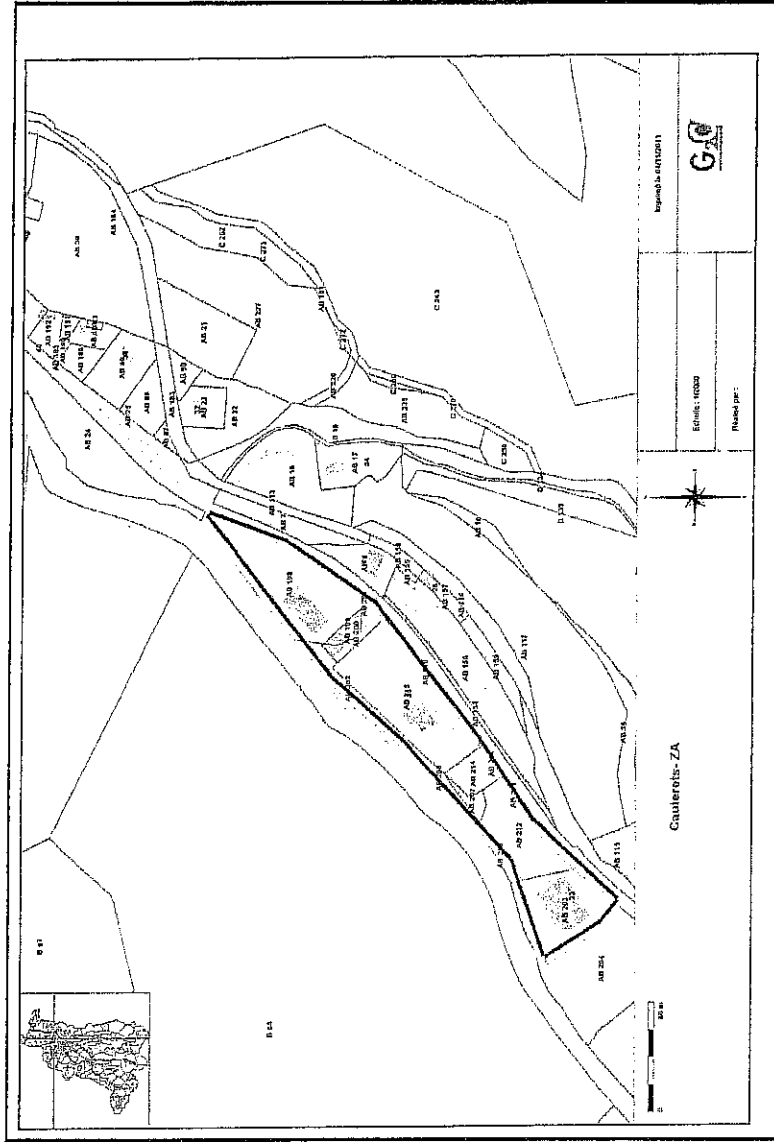


Annexe - Délibération du Conseil Communautaire n° 2011-59  
 Liste des parcelles transférées

**COMMUNE DE CAUTERETS**

| Section | Parcelle | Superficie en m² |
|---------|----------|------------------|
| AB      | 198      | 4 750            |
| AB      | 199      | 290              |
| AB      | 200      | 470              |
| AB      | 201      | 14               |
| AB      | 202      | 1 083            |
| AB      | 203      | 2 920            |
| AB      | 206      | 292              |
| AB      | 207      | 262              |
| AB      | 208      | 544              |
| AB      | 211      | 27               |
| AB      | 212      | 2331             |
| AB      | 213      | 24               |
| AB      | 214      | 794              |
| AB      | 215      | 5239             |
| AB      | 216      | 110              |

|              |               |
|--------------|---------------|
| <b>TOTAL</b> | <b>19 150</b> |
|--------------|---------------|



SOUS-PREFECTURE  
 D'ARGELES-GASTOS  
 - 0 DEC. 2011  
**ARRI**





| NOMBRE DE MEMBRES                  |             |                                     |
|------------------------------------|-------------|-------------------------------------|
| Composant le Conseil Communautaire | En exercice | Qui ont pris part à la délibération |
| 17                                 | 16          | 11                                  |

SEANCE PUBLIQUE DU VENDREDI 2 SEPTEMBRE 2005 - 20 h 30.

Date de la convocation

17/08/2005

Date d'affichage

18/08/2005

Objet de la délibération :

Confirmation des compétences de la Communauté de Communes suite à la demande de Monsieur le SOUS-PREFET d'Argelès-Gazost.

L'an deux mille cinq, et le deux septembre à 20h30, le Conseil Communautaire régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. François SOUBERCAZES, Président.

Présents : M. François SOUBERCAZES, Président.  
Mme Corinne GUIRAUD, Vice-Présidente.  
M. Vincent MEYRAND, Vice-Président.  
Mmes Maryse CARRERE - Sylvie PARROU.  
MM. Roger AGUILLON - Jean-Pierre BOYRIE - André IBERTO-MAZZALI - Roger LELOUP - Xavier MACIAS - Noël PEREIRA DA CUNHA, délégués.

Absents excusés : M. Pierre CAPOU.  
M. Antoine EULACIA (pouvoir de vote à M. André IBERTO-MAZZALI).  
M. Bernard MARQUIS.  
M. Gérard OMISOS (pouvoir de vote à M. Roger AGUILLON).

Absent : M. Jacques LEBEGUE.

Secrétaire de séance : M. Jean-Pierre BOYRIE est désigné secrétaire de séance.

Suite à la demande de Monsieur le SOUS-PREFET d'Argelès-Gazost, le Président propose au Conseil Communautaire de préciser les compétences de la Communauté de Communes de la Vallée de Saint-Savin.

Ces compétences figurent dans l'arrêté de Monsieur le PREFET des Hautes-Pyrénées du 15 décembre 1997 portant création de la Communauté de Communes.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents, décide, dans le respect de l'arrêté de Monsieur le PREFET, cité ci-dessus :

de confirmer les compétences de la Communauté de Communes ainsi qu'il suit :

A) COMPETENCES OBLIGATOIRES

Aménagement de l'espace :

- Etude d'un schéma directeur d'aménagement du territoire des sept communes.

Développement économique

- Aménagement, entretien et gestion du patrimoine thermal situé sur le territoire administratif de la Commune de Cauterets, cadastré comme indiqué en annexe 1

B) COMPÉTENCES OPTIONNELLES

Protection et mise en valeur de l'environnement

- Gestion de la forêt communautaire, conformément à l'arrêté ministériel du 6 décembre 1993 approuvant la révision de l'aménagement de cette forêt d'une contenance de 3 752,86 ha situés sur le territoire administratif de la commune de Cauterets, et du domaine forestier situé sur les communes membres de la Communauté de Communes
- Création, aménagement, entretien et exploitation des sentiers et circuits de randonnées pédestres situés sur le territoire communautaire suivant liste et descriptif joints en annexe 2.
- Collecte et traitement des ordures ménagères

d'autoriser le Président à engager toute démarche utile à l'exécution de la présente délibération

Certifié véritable.

Les formalités de publicité  
avant été effectuées le 8 septembre 2005

le 17/09/2005 avant été reçue en  
le 17/09/2005

Reçu à la Sous-Préfecture  
ARGELÈS-GAZOST

Le 17 SEP. 2005

Pour copie conforme.

Le Président  
FRANÇOIS SOUBERCAZES  
PRÉSIDENT  
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES  
DE LA VALLEE DE SAINT-SAVIN  
HAUTES-PYRENEES

**COMMUNAUTE DE COMMUNES  
DE LA VALLEE DE SAINT-SAVIN**

**ANNEXE 1 - DELIBERATION DU 2 SEPTEMBRE 2005**

**ETAT PARCELLAIRE DU PATRIMOINE THERMAL BATI SITUE  
SUR LE TERRITOIRE ADMINISTRATIF DE LA COMMUNE DE CAUTERETS**

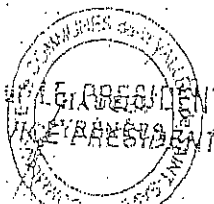
| SECTION<br>CADASTRALE | N° DE<br>PARCELLE | ADRESSE                   | NATURE<br>DU BATI   |
|-----------------------|-------------------|---------------------------|---|
| AH                    | 28                | Le Haougara               | Local forage source thermo-minérale "César"<br>Établissement thermal "Le Rocher"<br>Immeuble de la Cité (Appartements)  |
| AH                    | 28                | Le Haougara               |   |
| AH                    | 29                | Le Haougara               |   |
| AI                    | 1                 | La Ville                  | Etablissement Thermal "Pauze Vieux"<br>Buanderie Thermale<br>Atelier<br>Maison du Curiste<br>Maison du Curiste<br>Locaux annexes Thermes "César"<br>Locaux annexes Thermes "César"<br>Locaux annexes Thermes "César"<br>Locaux annexes Thermes "César"<br>Locaux annexes Thermes "César"<br>Locaux annexes Thermes "César"<br>Locaux annexes Thermes "César"<br>Locaux annexes Thermes "César"<br>Établissement Thermal "César"<br>Local technique stockage eau froide de<br>l'établissement thermal "César"<br>Villa des bains |
| AI                    | 217               | La Ville                  |   |
| AI                    | 218               | La Ville                  |   |
| AI                    | 378               | Avenue du Docteur Dornier |   |
| AI                    | 379               | Avenue du Docteur Dornier |   |
| AI                    | 380               | Avenue du Docteur Dornier |   |
| AI                    | 381               | Avenue du Docteur Dornier |   |
| AI                    | 382               | Avenue du Docteur Dornier |   |
| AI                    | 383               | Avenue du Docteur Dornier |   |
| AI                    | 384               | Avenue du Docteur Dornier |   |
| AI                    | 385               | Avenue du Docteur Dornier |   |
| AI                    | 386               | Avenue du Docteur Dornier |   |
| AI                    | 387               | Place de la Victoire      |   |
| AI                    | 388               | La Ville                  |   |
| AI                    | 597               | Esplanade des œufs        |   |
| C1                    | 22                | Route Reine Hortense      | Réservoir Etablissement Thermal "Pauze Vieux"   |
| AK                    | 1                 | Bains du Bois             | Etablissement thermal "du Bois"   |
| AK                    | 3                 | La Raillère               | Local technique forage source thermo-minérale<br>"Mauhoural"  |
| AK                    | 7                 | La Raillère               | Réservoirs stockage eau thermo-minérale des<br>établissements thermaux "Les Griffons" et<br>"La Raillère"   |
| AK                    | 8                 | La Raillère               | Etablissement thermal "Les Griffons"<br>Etablissement thermal "La Raillère"   |
| AK                    | 45                | La Raillère               |   |

Reçu à la Sous-Prefecture  
D'ARCELES-GAZOST

Le / 9 SEP. 2005

Le Maire

Pour le Président  
Le Vice-Président



**COMMUNAUTE DE COMMUNES  
DE LA VALLEE DE SAINT-SAVIN**

ANNEXE 1 bis - DELIBERATION DU 2 SEPTEMBRE 2005

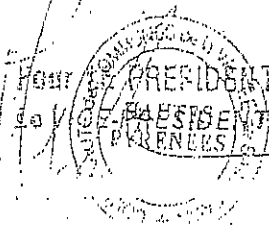
ETAT PARCELLAIRE DU PATRIMOINE THERMAL NON BATI  
SITUE SUR LE TERRITOIRE ADMINISTRATIF DE LA COMMUNE DE CAUTERETS

| SECTION<br>CADASTRALE | N° DE<br>PARCELLE | ADRESSE                 | NATURE       | CONTENANCE      |
|-----------------------|-------------------|-------------------------|--------------|-----------------|
| AH                    | 12                | Place de la Liberté     | Sol          | 4 a 15 ca       |
| AH                    | 26                | Place de la Liberté     | Sol          | 13 a 26 ca      |
| AH                    | 28                | Le Haougara             | Sol          | 54 a 48 ca      |
| AH                    | 29                | Le Haougara             | Sol          | 17 a 85 ca      |
| AH                    | 31                | Le Haougara             | Sol - Bois   | 13 a 25 ca      |
| AH                    | 174               | Le Haougara             | Sol - Bois   | 1 ha 87 a 32 ca |
| AH                    | 176               | Le Haougara             | Sol          | 19 a 66 ca      |
| AH                    | 177               | Le Haougara             | Sol          | 70 ca           |
| AH                    | 182               | Le Haougara             | Sol          | 22 a 63 ca      |
| AH                    | 184               | Le Haougara             | Sol          | 1 a 10 ca       |
| AH                    | 194               | Place de la Liberté     | Sol - Voirie | 31 a 10 ca      |
| AI                    | 1                 | La Ville                | Sol - Bois   | 5 a 12 ca       |
| AI                    | 2                 | La Ville                | Sol          | 2 a 50 ca       |
| AI                    | 3                 | La Ville                | Sol          | 3 a 11 ca       |
| AI                    | 8                 | La Ville                | Sol          | 10 a 42 ca      |
| AI                    | 9                 | Rue Maréchal Joffre     | Sol          | 71 ca           |
| AI                    | 377               | La Ville                | Sol          | 6 a 84 ca       |
| AI                    | 378               | Avenue du Docteur Damer | Sol          | 82 ca           |
| AI                    | 388               | La Ville                | Sol - Bois   | 1 ha 51 a 13 ca |
| AI                    | 597               | Esplanade des Œufs      | Sol          | 27 a 87 ca      |
| AI                    | 217               | La Ville                | Sol          | 31 a 30 ca      |
| AI                    | 218               | La Ville                | Sol          | 1 a 16 ca       |
| C1                    | 21                | Route Reine Hortense    | Sol - Bois   | 1 ha 04 a 05 ca |
| C1                    | 22                | Route Reine Hortense    | Sol - Bois   | 32 ca           |
| AK                    | 1                 | Bains du Bois           | Sol          | 28 a 55 ca      |
| AK                    | 2                 | La Raillère             | Sol          | 1 ha 45 a 08 ca |
| AK                    | 3                 | La Raillère             | Sol          | 83 ca           |
| AK                    | 4                 | La Raillère             | Sol          | 15 a 15 ca      |
| AK                    | 6                 | La Raillère             | Sol          | 32 a 40 ca      |
| AK                    | 7                 | La Raillère             | Sol          | 7 a 70 ca       |
| AK                    | 8                 | La Raillère             | Sol          | 39 a 45 ca      |
| AK                    | 9                 | La Raillère             | Sol - Voirie | 11 a 15 ca      |
| AK                    | 45                | La Raillère             | Sol          | 47 a 05 ca      |

Reçu à la Sous-Préfecture  
D'ARGELES-GAZOST

Le / 9 SEP. 2005

Service chargé du Contrôle



**COMMUNAUTE DE COMMUNES  
DE LA VALLEE DE SAINT-SAVIN**

**ANNEXE 2 - DELIBERATION DU 2 SEPTEMBRE 2005**

**SENTIERS DE RANDONNEE PEDESTRE**

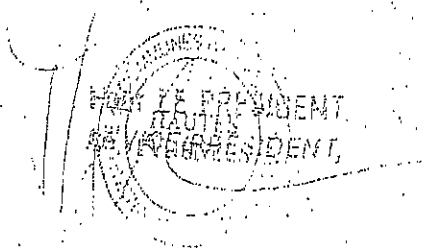
|   | DESIGNATION DES CHEMINS                      | LONGUEUR (en mètres) |
|---|--|----------------------|
| <b>COMMUNES D'ADAST</b>                 |  |                      |
| 1.                                      | ADAST - SAINT-SAVIN                          |                      |
| 2                                       | DES CASTAGNERES                              | 500                  |
| 3                                       | DU CASSIET                                   | 500                  |
|   | <b>SOUS-TOTAL</b>                            | 300                  |
|   |  | 1 300                |
| <b>COMMUNE DE CAUTERETS</b>             |  |                      |
| <b>I. - SENTIERS DE PROXIMITE</b>       |  |                      |
| 4                                       | CAUTERETS - LA RAILLÈRE                      |                      |
| 5                                       | RAILLERE - LUTOUR - PAUZE (Chemin des Pères) | 4 000                |
| 6                                       | FRONTON - ASTUGUE -PAUZE                     | 2 500                |
| 7                                       | CESAR - PAUZE                                | 1 500                |
| 8                                       | FRONTON - CABANE BOUSQUET                    | 1 800                |
| 9                                       | CHEMIN ARRESTO                               | 1 500                |
| 10                                      | FERME BASQUE - (Route d'Aumède)              | 2 000                |
| 11                                      | FERME BASQUE - SEQUES - CAMBASQUE            | 1 000                |
| 12                                      | FERME AUMEDE - MARRONNIERS                   | 2 000                |
| 13                                      | AUMEDE - CATARRABÈS                          | 1 500                |
| 14                                      | CANCERU - REINE HORTENSE                     | 2 000                |
| 15                                      | CHEMIN MALACAME (Arrière Gendarmerie-Pauze)  | 2 500                |
| 16                                      | CONCE - CANCERU                              | 1 000                |
| 17                                      | CHEMIN DU SEQUES                             | 1 500                |
| 18                                      | EGLISE - PAUZE                               | 2 500                |
| 19                                      | PISTE REINE HORTENSE                         | 500                  |
|   | <b>SOUS TOTAL</b>                            | 7 000                |
|   |  | 34 800               |
| <b>II. SENTIERS DE MOYENNE MONTAGNE</b> |  |                      |
| 20                                      | CHEMIN DU MONNE                              |                      |
| 21                                      | CHEMIN DU QUARTZ (3 km)                      | 7 000                |
| 22                                      | CHEMIN IGAU - CABALROS                       | 3 000                |
| 23                                      | CASCADE LUTOUR/LA FRUITIERE                  | 5 000                |
| 24                                      | CHEMIN DU LISEY                              | 2 000                |
| 25                                      | CHEMIN CANCERU - PAN (3 km)                  | 7 000                |
| 26                                      | CHEMIN PAN - REINE HORTENSE                  | 3 000                |
| 27                                      | CHEMIN LOU DE RIQU                           | 4 000                |
| 28                                      | CHEMIN RE-FUOL RUSSEL                        | 5 000                |
| 29                                      | PANLOU - CAMOUR                              | 3 000                |
| 30                                      | FRUITIERE - RAYON                            | 500                  |
|   | <b>SOUS-TOTAL</b>                            | 5 500                |
|   |  | 4 000                |
|   | <b>SOUS-TOTAL</b>                            | 49 000               |

**ANNEXE 2 - DÉLIBÉRATION DU 2 SEPTEMBRE 2005**

|    | DESIGNATION DES CHEMINS                      | LONGUEUR (en mètres) |
|----|--|----------------------|
|    | <b>III. SENTIERS ZONE PARC NATIONAL</b>      |                      |
|    |  |                      |
| 32 | CHEMIN DES CASCADES                          |                      |
| 33 | PONT D'ESPAGNE - LAC DE GAUBE                | 4 000                |
| 34 | GAUBE - OULETTES                             | 2 000                |
| 35 | CHEMIN D'EMBARRATS                           | 9 000                |
| 36 | CHEMIN DU MARCADAU                           | 7 000                |
| 37 | STATION DULYS - REFUGE ILHEOU                | 7 000                |
|    |  |                      |
|    | <b>SOUS TOTAL</b>                            | 29 000               |
|    | <b>TOTAL CAUTERETS</b>                       | 112 800              |
|    | <b>COMMUNE DE LAU-BALAGNAS</b>               |                      |
| 38 | VILLAGE - CHAPELLE SAINTE CASTERE            | 800                  |
| 39 | MAILHOC - SAINT-SAVIN                        | 500                  |
| 40 | ABADIE (lieu-dit Sabathés) - MAILHOC (piste) | 500                  |
|    |  |                      |
|    | <b>SOUS TOTAL</b>                            | 1 800                |
|    | <b>COMMUNE DE PIERREFITTE-NESTALAS</b>       |                      |
|    |  |                      |
| 41 | CAMPET                                       |                      |
| 42 | CAP D'ESTAN                                  | 200                  |
| 43 | PLAS   | 1 000                |
| 44 | POURTEZOUS                                   | 1 200                |
| 45 | DES FACTEURS                                 | 1 200                |
| 46 | ESCALERE - CAP D'ESTAN                       | 500                  |
|    |  | 200                  |
|    |  |                      |
|    | <b>SOUS TOTAL</b>                            | 4 300                |
|    | <b>COMMUNE DE SAINT-SAVIN</b>                |                      |
| 47 | DE DARRÉ SOUSPENE                            |                      |
| 48 | LA PLAINE                                    | 300                  |
| 49 | ST-MARTIN                                    | 400                  |
| 50 | ADAST - ST-SAVIN                             | 100                  |
| 51 | DE DEVANT HECHES                             | 600                  |
| 52 | DÉS COSTES                                   | 300                  |
| 53 | ARBILHEZ                                     | 320                  |
| 4  | VIGNES DEBAT - MAILLOC                       | 350                  |
| 5  | DU BIJALA                                    | 420                  |
|    |  | 450                  |
|    |  |                      |
|    | <b>SOUS TOTAL</b>                            | 3 240                |

Reçu à la Sous-Préfecture  
MARGELES SAADIST

Le 7.9 SEP. 2005





ANNEXE 2 - DELIBERATION DU 2 SEPTEMBRE 2005

|    | DESIGNATION DES CHEMINS                        | LONGUEUR (en mètres) |
|----|--|----------------------|
|    | <u>COMMUNE DE SOULOM</u>                       |                      |
| 56 | SOULOM - CANAL                                 |                      |
| 57 | CANAL AU PYLONE                                | 1 000                |
| 58 | FONTAINE DE LOR - CACHOULA (Soulom à Viscos)   | 2 200                |
| 59 | D'ARMENTE                                      | 1 750                |
| 60 | VILLAGE - CHAPELLE STE HAULARIE                | 1 750                |
|    |  | 400                  |
|    | <u>SOUS TOTAL</u>                              | 7 100                |
|    | <u>COMMUNE DE UZ</u>                           |                      |
| 61 | DES FACTEURS                                   |                      |
| 62 | PIETAT - UZ                                    | 750                  |
| 63 | VILLAGE (Lavoir) - CHAPELLE POUEYASPE          | 650                  |
| 64 | POUEYASPE (haut et bas)                        | 1 500                |
| 65 | COUTRES  | 1 000                |
| 66 | PLAS - POURTEZOUS                              | 3 000                |
|    |  | 1 000                |
|    | <u>SOUS TOTAL</u>                              | 7 900                |
| 67 | <u>VOIE VERTE PIERREFITTE/SOULOM/CAUTERETS</u> | 10 400               |
|    | <u>TOTAL GENERAL</u>                           | 148 840              |

Reçu à la Sous-Préfecture  
d'ARGÈLES-GAZOST

Le / 9 SEP. 2005

Service chargé du Contrôle  
de l'Etat

SOUS-PREFECTURE  
 d'ARGÈLES-GAZOST  
 Pour le Président

Département : Hautes-Pyrénées (65)

Forêt syndicale de la Vallée de :  
SAINT-SAVIN

Contenance : 3752,86 ha

Révision d'aménagement  
1993 - 2007

DIRECTION DE L'ESPACE RURAL ET DE LA FORET

- ARRETE D'AMENAGEMENT -

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE

VU les articles L-143-1 et R-143-1 du Code Forestier,

VU l'Arrêté Ministériel en date du 10 juillet 1967 régissant l'aménagement de la forêt syndicale de la Vallée de Saint-Savin,

VU l'Avis du Directeur du Parc National des Pyrénées en date du 12 juillet 1993,

VU l'Avis donné par le Préfet des Hautes-Pyrénées en date du 3 septembre 1993 après consultation du Président de la Commission Syndicale de la Vallée de Saint-Savin,

SUR la proposition du Directeur Général de l'Office National des Forêts,

- A R R E T E -

ARTICLE 1er - La forêt syndicale de la vallée de Saint-Savin (Hautes-Pyrénées), d'une contenance de 3752,86 ha, est affectée principalement à la protection générale du milieu et des paysages, localement à la protection du milieu physique (avalanches, chutes de pierres, glissements de terrain), à la protection des biotopes du Grand Tétrás et à l'accueil du public, tout en assurant la production de bois d'oeuvre feuillú et résineux et de bois de chauffage feuillú.

ARTICLE 2 - Elle est divisée comme suit :

|              |            |  |
|--------------|------------|--|
| 1ère série : | 1267,02 ha | (protection physique)  |
| 2ème série : | 746,53 ha  | (protection physique et protection d'un milieu d'intérêt écologique particulier (biotope du Grand Tétrás)) |
| 3ème série : | 1297,39 ha | (protection des paysages)  |
| 4ème série : | 113,94 ha  | (protection et accueil du public)  |
| 5ème série : | 242,39 ha  | (protection-production résineuse)  |
| 6ème série : | 85,59 ha   | (protection-production feuillúe).  |

ARTICLE 3 - La 1ère série sera traitée pour partie (1031,21 ha) en futaie jardinée de sapin pectiné (35 %), hêtre (32 %), pin sylvestre (11 %), pin à crochets (7 %), et pour partie (235,81 ha) en taillis fureté de chêne sessile (11 %), tilleul (1 %), frêne commun (1 %) et châtaignier (2 %).

Pendant une durée de 15 ans (1992 - 2006) :

- 49,58 ha seront parcourus par des coupes de jardinage assises par contenance à la rotation de 15 ans ; 20,85 ha y seront régénérés ;
- 10,43 ha seront parcourus par des coupes de taillis fureté assises par contenance à la rotation de 30 ans ;
- le surplus sera laissé en repos.

ARTICLE 4 - La 2ème série sera traitée pour partie (521,39 ha) en futaie jardinée de sapin (37 %), pin sylvestre (18 %), pin à crochets (15 %) et pour partie (225,14 ha) en taillis de chêne sessile (19 %), tilleul (3 %), frêne commun (1 %) et châtaignier (6 %).

Pendant une durée de 15 ans (1992-2006) :

- 27,10 ha seront parcourus par une coupe de jardinage assise par contenance à la rotation de 15 ans ; 3,39 ha y seront régénérés.
- le surplus sera laissé en repos.
- les dispositions nécessaires seront prises pour favoriser et protéger la population de Grand Tétras.

ARTICLE 5 - La 3ème série sera traitée en futaie jardinée de pin sylvestre (32 %), sapin pectiné (28 %), pin à crochets (26 %), hêtre (11 %), chêne sessile (2 %) et tilleul (1 %).

Pendant une durée de 15 ans (1992-2006) :

- 124,88 ha seront parcourus par des coupes de jardinage assises par contenance à la rotation de 15 ans ; 12,15 ha y seront régénérés.
- le surplus sera laissé en repos.
- 84,60 ha de peuplements résineux laissés en repos pourront faire l'objet d'un suivi scientifique de leur évolution naturelle.

ARTICLE 6 - La 4ème série sera traitée en futaie jardinée de sapin pectiné (52 %), pin sylvestre (37 %), hêtre (8 %) et pin à crochets (3 %).

Pendant une durée de 15 ans (1992-2006) :

- 55,47 ha seront parcourus par des coupes de jardinage assises par contenance à la rotation de 15 ans ; 3,30 ha y seront régénérés.
- le surplus sera laissé en repos.
- les mesures nécessaires seront prises pour rendre compatible la conduite des peuplements et l'accueil du public.

ARTICLE 7 - La 5ème série sera traitée en futaie jardinée de sapin pectiné (77 %), hêtre (20 %), pin sylvestre (2 %) et pin à crochets (1 %).

Pendant une durée de 15 ans (1992-2006) :

- 155,51 ha seront parcourus par des coupes de jardinage assises par contenance à la rotation de 15 ans ; 19,45 ha y seront régénérés.
- le surplus sera laissé en repos.
- les mesures nécessaires seront prises pour assurer la régénération de la sapinière dans les zones d'hivernage des isards.

ARTICLE 8 - La 6ème série sera traitée en futaie jardinée de hêtre (69 %) et chêne sessile (31 %).

Pendant une durée de 15 ans (1992-2006) :

- 51,00 ha seront parcourus par des coupes de jardinage assises par contenance à la rotation de 15 ans ; 6,15 ha y seront régénérés.
- 7,10 ha seront parcourus par des coupes de taillis fureté assises par contenance à la rotation de 30 ans.
- le surplus sera laissé en repos.

ARTICLE 9 - Le Directeur Général de l'Office National des Forêts est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à PARIS, le

6 DEC. 1993

Le Directeur de l'Office National des Forêts  
M. G. G. G.  
M. G. G. G.



PRÉFET DES HAUTES- PYRENEES

## **Arrêté n ° 2011356-0003**

**signé par Secrétaire Général  
le 22 Décembre 2011**

**65 - Préfecture des Hautes- Pyrénées  
Secrétariat Général  
Direction des libertés publiques et des collectivités locales**

arrêté portant modification des statuts du  
syndicat mixte pour l'étude et la  
programmation de la sécurisation de la  
ressource en eau potable sur l'axe Médous  
secteur nord- ouest des Hautes- Pyrénées

**portant modification des statuts du syndicat mixte  
pour l'étude et la programmation de la securisation  
de la ressource en eau potable sur l'axe Médous-  
secteur nord-ouest des Hautes-Pyrénées**

**LE PRÉFET DES HAUTES-PYRÉNÉES  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

**Vu** les articles L 5211-1 et L 5711-1 et suivants et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 4 novembre 2008 portant création du syndicat mixte pour l'étude et la programmation de la securisation de la ressource en eau potable sur l'axe Médous-secteur nord-ouest des Hautes-Pyrénées ;

**Vu** la délibération du 30 novembre 2011 par laquelle le comité syndical se prononce en faveur de la modification de l'article 4 des statuts ;

**Vu** les délibérations des assemblées délibérantes membres ;

**Considérant que** les conditions de majorité qualifiée requises sont atteintes ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Hautes-Pyrénées,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : La modification de l'article 4 des statuts du syndicat mixte pour l'étude et la programmation de la securisation de la ressource en eau potable sur l'axe Médous-secteur nord-ouest des Hautes-Pyrénées relatif à la durée du syndicat, est acceptée.

**ARTICLE 2** - A la suite de cette modification, les statuts du syndicat mixte pour l'étude et la programmation de la securisation de la ressource en eau potable sur l'axe Médous-secteur nord-ouest des Hautes-Pyrénées sont rédigés ainsi qu'il suit :

**Article 1 : Création - Dénomination**

Il est créé entre :

– *les communes de* : Asté, Bagnères-de-Bigorre, Bordères-sur-l'Echez, Campan, Ibos, Ossun, Tarbes et Vic-en-Bigorre ;

– *et les syndicats suivants* : SIAEP Adour Coteaux, SIAEP de l'Arros, SIAEP du Haut-Adour, SIAEP du Marquisat, SIAEP Gerde-Beaudéan, SIAEP Rivière-Basse, SIAEP Tarbes-Nord, SIAEP Tarbes-Sud et SPIDE,

un syndicat mixte qui prend la dénomination de « Syndicat mixte pour l'étude et la programmation de la sécurisation de la ressource en eau potable sur l'axe Médous Secteur Nord-Ouest des Hautes-Pyrénées ».

## **Article 2 : Objet**

Le syndicat a pour objet de mener sur le périmètre des collectivités visées à l'article 1, toutes les études afférentes à la sécurisation de la ressource en eau potable. Ces études pourront être, éventuellement, étendues pour répondre à une partie des besoins du département du Gers.

Le syndicat examine et réactualise les études existantes réalisées en la matière par toute collectivité, organisme public ou privé, et peut faire procéder à toutes les études complémentaires nécessaires.

Le syndicat a également pour objet :

- d'élaborer une programmation des travaux à réaliser par rapport aux objectifs précisés dans les études,
- de proposer et d'évaluer une péréquation des coûts entre les collectivités,
- de proposer l'organisation intercommunale ou intersyndicale la plus cohérente, en tenant compte du maillage existant.

Le syndicat n'assume pas de maîtrise d'ouvrage liée à la réalisation des travaux ou équipements programmés.

## **Article 3 : Sièg**

Le siège social du syndicat est fixé au Conseil Général des Hautes-Pyrénées.

## **Article 4 : Durée**

*Le syndicat est prorogé pour une durée limitée de deux ans maximum soit jusqu'au 31/12/2013.*

## **Article 5 : Composition du comité syndical**

Le syndicat est administré par un comité syndical composé de 38 membres élus par les communes isolées et les syndicats de communes à raison d'un délégué pour chaque tranche de population DGF de 5 000 habitants et dans la limite de 9 délégués maximum par collectivité.

Il est désigné un délégué suppléant par délégué titulaire.

## **Article 6 : Composition du bureau**

Le comité syndical élit en son sein les membres de son bureau qui se composent de :

- un président
- trois vice-présidents
- sept membres.
- 

## **Article 7 : Compétences du comité**

Les attributions du bureau et le rôle du Président sont déterminés par le Code Général des Collectivités Territoriales.

## **Article 8 : Ressources du syndicat**

Les ressources du syndicat sont constituées par :

- la contribution financière des collectivités et de leurs groupements, membres du syndicat mixte, aux diverses dépenses (fonctionnement, études, communication), qui est fixée proportionnellement à leur population DGF,
- les subventions et dotations de l'Union Européenne, de l'Etat, de l'Agence de l'Eau, des Collectivités locales,
- les sommes reçues des personnes morales de droit public ou privé, en contrepartie de services rendus,
- le produit des dons et legs,
- toutes autres recettes liées à son activité.

**Article 9 : Comptable**

Les fonctions de comptable du syndicat seront assurées par Monsieur le Payeur départemental des Hautes-Pyrénées.

**ARTICLE 3** : Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture des Hautes-Pyrénées, M. le Sous-Préfet de Bagnères-de-Bigorre, M. le Directeur départemental des Finances Publiques, M. le Président du syndicat mixte pour l'étude et la programmation de la sécurisation de la ressource en eau potable sur l'axe Médous-secteur nord-ouest des Hautes-Pyrénées, Mmes et MM. les Maires des communes membres, Mmes et MM les présidents des syndicats membres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de PAU, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Tarbes, le 22 décembre 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Secrétaire Générale,

Marie-Paule DEMIGUEL



PRÉFET DES HAUTES- PYRENEES

## **Arrêté n ° 2011360-0002**

**signé par Secrétaire Général  
le 26 Décembre 2011**

**65 - Préfecture des Hautes- Pyrénées  
Secrétariat Général  
Direction des libertés publiques et des collectivités locales**

arrêté portant modification des compétences et  
des statuts de la communauté de communes du  
Madiranaïs





PREFET DES HAUTES-PYRÉNÉES

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES ET DES  
COLLECTIVITES TERRITORIALES  
Bureau des collectivités territoriales

**ARRETE n°2011 -**

**portant modification des compétences et des  
statuts de la communauté de communes du  
Madiranaïs**

**LE PRÉFET DES HAUTES-PYRÉNÉES  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

**Vu** les articles L 5211-1 et suivants et L 5214-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2008 prononçant la création de la communauté de communes du Madiranaïs ;

**Vu** la délibération du 14 décembre 2011 par laquelle le conseil communautaire a proposé une modification des compétences et des statuts de la communauté de communes du Madiranaïs ;

**Vu** les délibérations des conseils municipaux des communes membres ;

**Considérant** que les conditions de majorité qualifiée requises sont atteintes ;

**Sur proposition** de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Hautes-Pyrénées ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

L'extension des compétences est acceptée, à savoir :

- Elaboration, suivi, évaluation et révision d'un schéma de cohérence territoriale et d'un schéma de secteur.

Cette compétence sera exercée par représentation, substitution des communes membres de la communauté de communes du Madiranaïs au sein du syndicat mixte du Pays du Val d'Adour.

La modification des statuts et notamment l'ajout d'un article 6 relatif à l'adhésion à d'autres EPCI est acceptée.

**ARTICLE 2 :** A compter de ces modifications, les statuts de la communauté de communes du Madiranaïs se trouvent désormais ainsi rédigés.

**STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES**

**« Article 1 : Création – cadre territorial**

En application du Code Général des Collectivités Territoriales, il est formé entre les communes de Castelnau-Rivière-Basse, Hères, Madiran, Saint-Lanne et Soublecause une communauté de communes qui prend la dénomination de « **Communauté de communes du Madiranaïs** ».

## **Article 2 : Compétences**

Les communes précitées transfèrent à la communauté de communes les compétences suivantes :

### **I – Compétences obligatoires**

#### **1 – Aménagement de l'espace**

- Constitution de réserves foncières,
- Adhésion à la structure porteuse du pays et suivi des politiques contractuelles,
- ***Elaboration, suivi, évaluation et révision d'un schéma de cohérence territoriale et d'un schéma de secteur.***

#### **2 – Actions de développement économique**

- Création, aménagement et gestion de zones d'activité économique,
- Création et gestion des nouvelles infrastructures d'accueil d'entreprises (celles existant au 01/01/2009 restant de la compétence communale),
- Actions de promotion touristique (communication, information).

### **II – Compétences optionnelles**

#### **3 – Protection de l'environnement**

- Collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés,
- Elaboration d'un schéma directeur d'assainissement,
- Service public d'assainissement non collectif (SPANC).

#### **4 – Création, aménagement et entretien de la voirie**

- Est déclarée d'intérêt communautaire la voirie communale et rurale goudronnée (à l'exclusion expresse des places de villages).

#### **5 – Politique du logement et du cadre de vie**

- Opération Programmée d'amélioration de l'Habitat (OPAH) sur le territoire communautaire.

#### **6 – Action sociale**

- Petite enfance : mise en place d'un relais d'assistance maternelle (RAM).

## **Article 3 : Siège**

Le siège de la communauté de communes est fixé à Castelnaud-Rivière-Basse.

## **Article 4 : Durée**

La communauté de communes est constituée pour une durée illimitée.

## **Article 5 : Représentation des communes au sein de la communauté de communes**

La communauté de communes est administrée par un conseil communautaire constitué de membres délégués des conseils municipaux des communes membres, en fonction de la population, selon la répartition suivante :

- communes de 100 à 400 habitants : deux délégués titulaires
- communes dont la population est supérieure à 400 habitants : trois délégués titulaires.

Chaque commune élit également en son sein un délégué suppléant par délégué titulaire. Ces délégués suppléants ont voix délibérative au sein du comité en cas d'empêchement des délégués titulaires correspondants. »

**Article 6 : Adhésion à d'autres EPCI**

La communauté de communes du Madiranaise pourra adhérer à un ou plusieurs autres établissements publics de coopération intercommunale sur simple délibération du conseil communautaire.

**Article 7 : Comptable**

Les fonctions de comptable de la communauté de communes du Madiranaise sont exercées par Monsieur le Trésorier de Maubourguet. »

**ARTICLE 3 :** Mme la Secrétaire Générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées, M. le Directeur Départemental des Finances Publiques, M. le Président de la communauté de communes du Madiranaise, Mmes et MM. les Maires des communes membres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Tarbes, le 26 décembre 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Secrétaire Générale,

Marie-Paule DEMIGUEL



PRÉFET DES HAUTES- PYRENEES

## **Arrêté n ° 2011360-0003**

**signé par Secrétaire Général  
le 26 Décembre 2011**

**65 - Préfecture des Hautes- Pyrénées  
Secrétariat Général  
Direction des libertés publiques et des collectivités locales**

arrêté portant modification des compétences et  
des statuts de la communauté de communes du  
Val d'Adour



PREFET DES HAUTES-PYRÉNÉES

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES ET DES  
COLLECTIVITES TERRITORIALES  
Bureau des collectivités territoriales

**ARRETE n°2011 -**

**portant modification des compétences et des  
statuts de la communauté de communes du Val  
d'Adour**

**LE PRÉFET DES HAUTES-PYRÉNÉES  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

**Vu** les articles L 5211-1 et suivants et L 5214-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 27 décembre 1996 autorisant la création de la communauté de communes de Maubourguet renommée « communauté de communes du Val d'Adour », modifié ;

**Vu** la délibération du 3 février 2011 par laquelle le conseil communautaire a proposé une modification des compétences et des statuts de la communauté de communes du Val d'Adour ;

**Vu** les délibérations des conseils municipaux des communes membres ;

**Considérant** que les conditions de majorité qualifiée requises sont atteintes ;

**Sur proposition** de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Hautes-Pyrénées ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup>** :

L'extension des compétences est acceptée, à savoir :

- Elaboration, suivi, gestion et révision d'un schéma de cohérence territoriale/schéma de secteur et adhésion à un futur syndicat mixte en charge de l'élaboration du schéma de cohérence territoriale. Cette compétence sera exercée par représentation, substitution des communes membres de la communauté de communes du Val d'Adour au sein du syndicat mixte du Pays du Val d'Adour.

La modification des statuts est acceptée.

**ARTICLE 2** : A compter de ces modifications, les statuts de la communauté de communes du Val d'Adour se trouvent désormais ainsi rédigés :

## **STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU VAL D'ADOUR**

### **« ARTICLE 1 – Constitution**

En application des articles L. 5214-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, il est créé une communauté de communes entre les communes de :  
AURIEBAT, CAUSSADE-RIVIERE, ESTIRAC, LABATUT-RIVIERE, LAFITOLE, LAHITTE-TOUPIERE, LARREULE, MAUBOURGUET, SAUVETERRE, SOMBRUN, VIDOUZE.

Elle prend le nom de « Communauté de Communes du Val d'Adour ».

---

Horaires : Délivrance des titres (du lundi au jeudi 8h30-12h/13h30-16h30, le vendredi 8h30-12h) - Autres bureaux (du lundi au vendredi 9h-12h/14h-16h30)

Place Charles de Gaulle – B.P. 1350 – 65013 TARBES Cedex 9 – Tél : 05 62 56 65 65 – Télécopie : 05 62 51 20 10

Mél : [prefecture@hautes-pyrenees.gouv.fr](mailto:prefecture@hautes-pyrenees.gouv.fr) - Site Internet : [www.hautes-pyrenees.gouv.fr](http://www.hautes-pyrenees.gouv.fr)

## **ARTICLE 2 – Objet**

La communauté de communes exercera de plein droit, aux lieux et places des communes membres, les compétences suivantes :

### **1 – COMPETENCES OBLIGATOIRES**

#### **1-1 Actions de développement économique :**

- Acquisition, aménagement, gestion, promotion et accueil d'entreprises sur les zones d'activités (industrielles et tertiaires) d'intérêt communautaire :
- la zone communautaire du Marmajou incluant les acquisitions foncières (partie ouest), les extensions de zones et l'existant (partie nord, Mais Val d'Adour ; partie est, propriété Aurensan) sur laquelle est instituée la taxe professionnelle de zone ; la zone d'activité créée par la commune de Maubourguet avant l'existence de la communauté de communes reste de la compétence communale ;
- les zones d'activités futures sur l'ensemble du territoire de la communauté de communes.

#### **1-2 Aménagement de l'espace :**

- élaboration de programmes locaux de développement et d'aménagement intercommunal ;
- création de zones d'aménagement différé (ZAD), de zones d'aménagement concerté (ZAC) d'intérêt communautaire prévues dans le bloc « économie » ;
- coordination des actions en faveur du développement local dans le cadre des contrats de pays ;
- **Elaboration, suivi, gestion et révision d'un schéma de cohérence territoriale/schéma de secteur et adhésion à un futur syndicat mixte en charge de l'élaboration du schéma de cohérence territoriale.**

#### **1-3 Actions de développement touristique :**

- actions d'accueil et de promotion touristique du territoire de la communauté de communes, dont la création et la gestion de l'office de tourisme intercommunal ;
- création, entretien et restauration des sentiers de randonnée d'intérêt communautaire (Chemin de St Jacques, Cabane du Maquis de Sombrun).

### **2 – COMPETENCES OPTIONNELLES**

#### **2-1 Protection et mise en valeur de l'environnement :**

- Collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés ;
- Entretien de berges et valorisation du milieu aquatique sur des cours d'eau situés sur le territoire intercommunal en représentation substitution des communes membres au sein des syndicats préexistants ;
- Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC).

#### **2-2 Politique du logement et du cadre de vie :**

Elaboration, suivi et mise en oeuvre :

- des Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (O.P.A.H.) ;
- des Programmes d'Intérêts Généraux (P.I.G.) ;

- des Opérations mise en valeur de « paysage bâti » et de « Restauration des façades ».

### **3 – AUTRES COMPETENCES**

**3-1 Gens du voyage** : aménagement et gestion de l'aire d'accueil prévue au schéma départemental.

**3-2 Construction, gestion et entretien de la gendarmerie**

**3.3 Investissement, formation et animation d'un cyberpoint cantonal**

**3-4 Prestations de services** : la communauté de communes est habilitée à réaliser des prestations de services par l'intermédiaire de la brigade verte pour le compte de collectivités territoriales non membres, au titre de la compétence protection et mise en valeur de l'environnement, sous réserve du respect de libre concurrence. Elle met à disposition l'ensemble de son personnel, prête son matériel et répercute à la collectivité son intervention.

#### **ARTICLE 3 – Sièg**

Le siège de la communauté est fixé à la mairie de Maubourguet.

#### **ARTICLE 4 – Nombre et répartition des sièges**

La communauté est administrée par un conseil, constitué de membres délégués des communes, selon la répartition suivante :

- 2 délégués titulaires par communes de 0 à 1 000 habitants,
- au-delà de 1 000 habitants et par tranche de 500 habitants : 1 délégué supplémentaire.

Chaque commune élit en outre un délégué suppléant par délégué titulaire pour siéger au conseil avec voix délibérative en cas d'empêchement du ou des délégués titulaires.

Les décisions du conseil de la communauté sont prises à la majorité des membres présents.

Le conseil se réunit au moins quatre fois par an.

Le bureau du conseil de la communauté est composé de 12 représentants :

- un président
- deux vice-présidents
- un trésorier
- un secrétaire
- sept membres

Le conseil de la communauté peut déléguer une partie de ses attributions au bureau, à l'exception :

- du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes et redevances ;
- de l'approbation du compte administratif ;
- des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;
- des décisions relatives aux modifications initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
- de l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;

- de la délégation de la gestion d'un service public ;
- des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

#### **ARTICLE 5**

La communauté opte pour une taxe professionnelle de zone avec une fiscalité additionnelle sur les quatre taxes : taxe d'habitation, foncier bâti, foncier non bâti, taxe professionnelle.

#### **ARTICLE 6 – Durée de la communauté**

La communauté est formée pour une durée illimitée.

#### **ARTICLE 7 – Comptable de la communauté**

Le comptable de la communauté de communes est le Trésorier de Maubourguet.

#### **ARTICLE 8**

A la majorité, le conseil de la communauté de communes établit un règlement intérieur précisant les modalités d'application des statuts. »

**ARTICLE 3** : Mme la Secrétaire Générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées, M. le Directeur Départemental des Finances Publiques, M. le Président de la communauté de communes du Val d'Adour, Mmes et MM. les Maires des communes membres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Tarbes, le 26 décembre 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Secrétaire Générale,

Marie-Paule DEMIGUEL